

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

MERCEDES-BENZ FINANCIAL SERVICES FRANCE

Société anonyme au capital de 128 305 104 €.
Siège social : ZAC du Cornouiller, 9, rue de Chaponval, 78870 Bailly.
304 974 249 R.C.S. Versailles.

A. — Rapport de gestion du conseil d'administration à l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 29 mai 2009.

Messieurs,

Nous vous avons réunis ce jour en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle afin de soumettre à votre approbation les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2008 ainsi que l'affectation du résultat que nous vous proposerons, après vous avoir rendu compte de l'activité de notre Société au cours dudit exercice.

Afin de vous donner une meilleure connaissance de la vie de notre Société au cours du dernier exercice, nous avons rédigé le présent rapport lors de la séance du Conseil d'Administration en date du 13 mai 2009.

Le rapport général de nos commissaires aux comptes, les Sociétés KPMG SA et PRESENCE AUDIT&CONSEIL, leur rapport spécial ainsi que les rapports du Conseil d'Administration, les comptes annuels et d'une manière générale, tous les documents prévus par la législation et la réglementation en vigueur ont été mis à votre disposition au siège social dans les conditions et délais prévus par la loi, afin que vous puissiez en prendre connaissance. Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues pour l'établissement de ces documents sont conformes à la réglementation en vigueur. A l'issue de la lecture du présent rapport de gestion, il vous sera donné lecture des rapports de nos commissaires aux comptes, qui vous permettront également de compléter votre information.

I. — Evolution des affaires et activité de la société au cours de l'exercice écoulé.

Présentation de l'établissement. — Chiffres clés au 31 décembre 2008 (Normes IFRS Daimler) :

	2008	2007	Evolution
Montant total du portefeuille	2 014 Mio€	1 803 Mio€	11,68%
Encours client productif (hors FSD)	1 619 Mio€	1 502 Mio€	7,81%
Marge commerciale à la production	4,15%	3,86%	0,29 pdb
Marge moyenne sur encours productif (hors FSD)	3,77%	3,76%	0,01 pdb
Coût de refinancement moyen	4,13%	3,91%	0,22 pdb
Portefeuille douteux	38,40 Mio€	34,85 Mio€	10,19%
Coût du risque	9,98 Mio€	5,74 Mio€	73,84%
Résultat avant impôt	24,1 Mio€	(*) 13,3 Mio€	80,90%
RoE (Return On Equity) hors exceptionnels	17,4%	17,7%	-0,29 pdb
Effectif (en nombre)	194	191	3

Source : Contrôle de Gestion MBFS.

Evolution de l'activité en 2008. — En 2008, le marché automobile français a affiché une baisse de 0,6% après une hausse de 3,9% en 2007. Les immatriculations de Véhicules Particuliers (VP) ont diminué de 0,7% à 2 050 283 unités ; celles de Véhicules Industriels (VI) sont en hausse de 9,3% à 57 199 unités tandis que celles de Véhicules Utilitaires Légers (VUL) ont baissé de 2,1% avec 240 030 unités.

Le Groupe Daimler, représentant les marques Mercedes-Benz, Chrysler, Jeep, Dodge, smart, Setra et Mitsubishi Fuso, est présent sur tous les secteurs du marché automobile français. Au total, 99 114 véhicules des marques du groupe ont été immatriculés en 2008, soit une baisse de 13% par rapport à l'année précédente.

Les modèles de la gamme Chrysler VP connaissent la plus forte baisse (-38%) alors que smart et les véhicules industriels de la marque montrent une forte croissance (respectivement +7,6% et +8,0%).

Les ventes VP ont enregistré une diminution de 17%, toutes marques confondues, du fait principalement de la mise en place de l'éco-taxe qui touche les modèles à forte émission de CO² (4x4 et gros véhicules). Les ventes des modèles Mercedes-Benz et Chrysler/Jeep/Dodge sont pleinement impactés par cette taxe, alors que smart bénéficie a contrario de l'effet bonus sur ses modèles et a vu ses ventes ainsi croître de 7,6%.

La fin de l'année a été marquée par la crise qui ralentit toute l'économie et les ventes de véhicules neufs en particulier. Ainsi, le marché global français des immatriculations de véhicules particuliers était en hausse de 4,5% sur les 6 premiers mois de l'année, puis il a chuté de 6,3% sur les 6 derniers mois. L'instauration en décembre de la « Prime de 1 000 € à la casse » des véhicules de plus de 10 ans pour l'achat d'un véhicule neuf, n'a pas permis de rattraper la situation, puisque les ventes ont plongé de 16% sur le seul mois de décembre (-38% pour la marque Mercedes-Benz).

La gamme VUL de Mercedes-Benz subit également les effets de la crise du secteur automobile avec un recul de 3,6% de ses immatriculations en 2008 par rapport à 2007.

En revanche, les véhicules industriels de la marque ont poursuivi leur croissance en 2008 avec 8% d'augmentation par rapport à 2007, maintenant ainsi leur position de n°2 français après Renault VI.

Dans ce contexte difficile, le groupe Mercedes-Benz Financial Services France (MBFS France) a maintenu son rôle de partenaire financier principal de toutes les marques du réseau DaimlerChrysler.

La pénétration globale a fortement augmenté à 28,1% contre 25,2% en 2007, grâce aux efforts soutenus auprès des distributeurs pour proposer des produits attractifs et en les aidant à aborder la crise financière par l'extension du programme floorplan.

Quelques chiffres complémentaires de l'activité de MBFS France en 2008 :

— 2008 est une année record pour MBFS, avec une production qui a dépassé le milliard d'euro, dépassant de plus de 10% celle de 2007. Le nombre de dossiers MBFS France a progressé de 2,5% pour atteindre 36 867 dossiers en 2008 contre 35 965 en 2007. A noter que la croissance est plus forte en montant qu'en nombre de dossiers ; cela s'explique par une augmentation du ticket moyen financé de l'ordre de 2 000 € par véhicule tous segments confondus (impact de l'augmentation du nombre de véhicules industriels (+274 véhicules) multipliée par la hausse du ticket moyen de ces véhicules (+4 300 €).

Les financements Mercedes-Benz VP continuent leur progression avec +5,5% en valeur à 543,6 Mio€ et +5,1% en unités avec le cap des 20 000 dossiers dépassé (20 592). smart montre également une excellente progression avec 10% d'augmentation du nombre de ses dossiers financés, pour une valeur de 49,4 Mio€ (+14,6% par rapport à 2007). Les deux marques compensent la baisse de performance de la marque Chrysler/Jeep/Dodge (-21% en valeur à 80,2 Mio€).

Les financements ont continué d'augmenter pour les VUL (+2,4% en montant à 142,3 Mio€ malgré une baisse du nombre de dossiers, soit une augmentation du ticket moyen de 1 200 € par véhicule).

Le secteur des Véhicules Industriels montre la plus belle progression avec près de 14% d'augmentation du nombre de dossiers, à 2 247 unités en 2008, pour un total de financements de 168,2 Mio€, soit +21% par rapport à 2007.

En valeur, la répartition de la production (hors véhicules de démonstration) a continué de progresser en faveur des professionnels :

— 63% pour les financements aux professionnels contre 61% en 2007 ;

— 37% pour les financements aux particuliers contre 39% en 2007.

On note également un net recul des activités de crédit VN et VO attribués aux particuliers, au profit des activités de location (LOA, crédit-bail, LLD) : en 2007, le crédit représentait 33% des financements aux particuliers alors qu'il représente seulement 23% en 2008.

En 2008, le mois de décembre devient un nouveau mois record pour la société avec une production, en unités, de 4 594 dossiers financés pour un montant global de 164,6 Mio€.

— En 2008, MBFS France a poursuivi le développement du Financement des Stocks Distributeurs (FSD) au sein du réseau DaimlerChrysler, auprès des distributeurs Mercedes-Benz, Chrysler Jeep Dodge et Smart. Il a atteint en fin d'année un encours global de 394,3 Mio€ contre 301,3 Mio€ en 2007, soit une hausse de 31% en valeur (+30% en unités avec 11 341 dossiers à fin 2008).

DaimlerChrysler France et DaimlerChrysler Financial Services deviennent respectivement Mercedes-Benz France et Mercedes-Benz Financial Services au 1er février 2008.

II. — Situation financière de la société au cours de l'exercice écoulé et examen des comptes.

Comptes individuels. — Nous avons mis à votre disposition et déposé sur le bureau l'ensemble des comptes annuels faisant apparaître les données chiffrées de notre Société au cours de l'exercice écoulé. Comme indiqué dans l'annexe aux comptes sociaux, les états financiers ont été établis et présentés conformément aux dispositions du Règlement 2000-03 du Comité de la Réglementation comptable relatif aux documents de synthèse individuels des entreprises relevant du Comité de la Réglementation bancaire et Financière.

En terme de doctrine sur le risque de crédit, l'année 2002 a été marquée en France par l'adoption du Règlement CRC n°2002-03, applicable à partir du 1er janvier 2003, qui a confirmé le principe et les modalités de déclassement et de provisionnement des créances douteuses et litigieuses.

La société présente ainsi dans l'annexe aux comptes sociaux au 31 décembre 2008 les règles relatives à la segmentation des créances et les informations à publier conformément à ce nouveau règlement.

Le Règlement n°2002-10 du Comité de la Réglementation comptable, relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs, prévoit de nouvelles règles de comptabilisation et d'évaluation, selon lesquelles le montant amortissable d'un bien est sa valeur brute sous déduction de sa valeur résiduelle, et s'applique aux biens donnés en location et en crédit-bail pour les comptes individuels.

Cependant, dans le Communiqué du 6 décembre 2006 relatif aux modalités d'amortissement des immobilisations faisant l'objet d'opérations de crédit bail ou de LOA et assimilées, le CNC a fait part de la création d'un groupe de travail. Dans l'attente des conclusions des travaux engagés par le groupe de travail, les sociétés et entités réalisant des opérations de crédit bail, de LOA et autres opérations de location, doivent maintenir dans les comptes individuels les traitements en cours en matière d'amortissement pour l'exercice 2008.

Dans ces conditions, notre société n'a pas opté pour la mise en application en 2008 du règlement 2002-10.

Pour situer l'activité de notre société au cours de l'exercice écoulé, nous vous signalons que le produit net bancaire s'est élevé à 60 172 K€ et que l'exercice se solde par un bénéfice net après impôt de 6 297 K€ après une dotation au compte d'amortissement sur immobilisations louées de 381 588 K€. Pour l'exercice 2007, ces chiffres étaient respectivement de 43 840 K€, 10 992 K€ de bénéfice après impôt, et 373 629 K€ de dotations aux amortissements.

Le chiffre d'affaires hors taxes s'est élevé à 503 930 K€, contre un chiffre d'affaires hors taxes de 462 894 K€ au titre de l'exercice 2007.

Le résultat d'exploitation ressort en bénéfice de 6 683 K€ contre un bénéfice de 3 810 K€ au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007.

Le résultat exceptionnel ressort en bénéfice de 7 K€ contre un résultat en bénéfice de 11 K€ au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007.

Par ailleurs, le résultat fiscal 2008 est un bénéfice de 983 K€, contre un bénéfice fiscal de 5 146 K€ au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007.

Le tableau des résultats de la société au cours des cinq derniers exercices est communiqué en dernière page de ce rapport.

Comptes consolidés. — En raison de la cession de la filiale DaimlerChrysler Fleet Management en 2008 et de la faible valeur contributive de l'autre filiale de Mercedes-Benz Charterway SAS, la société Mercedes-Benz Financial Services France a décidé de ne plus établir de comptes consolidés dès l'échéance de juin 2008.

Cette décision a été validée par nos commissaires aux comptes et la Commission Bancaire en a été informée.

III. — Situation des risques.

Introduction :

— Le groupe Daimler : Le groupe Daimler est aujourd'hui l'un des premiers fournisseurs de voiture haut de gamme sur le marché mondial. C'est aussi le plus important constructeur de véhicules industriel au monde.

Les services du groupe sont représentés par Daimler Financial Services AG. Cette société s'est implantée au niveau mondial et s'étend aujourd'hui dans plus de 40 pays. Ses activités sont multiples et couvrent de nombreux domaines : financement, locations, assurances et les services liés à la mobilité.

En France, les services financiers liés à l'automobile sont représentés par Mercedes-Benz Financial Services France SA qui offre des solutions de financement et des services associés pour les véhicules du groupe Daimler (Mercedes-Benz, Smart, Mitsubishi Canter, Evobus et Maybach) et du groupe Chrysler (Chrysler, Jeep® et Dodge). Les clients sont principalement des particuliers, des professionnels et des sociétés de toutes tailles.

— Situation Réglementaire (Bâle II) : Mercedes-Benz Financial Services France SA est un établissement financier, soumis à la réglementation bancaire et placé sous la tutelle de la Commission Bancaire. Dans ce contexte, Mercedes-Benz Financial Services France SA a mis en place l'Arrêté du 20 février 2007 relatif aux exigences de fonds propres applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement, transposition française de la directive de la Commission Européenne « Capital Requirements Directive ».

Mercedes-Benz Financial Services France SA a mise en place l'approche standard pour le risque de crédit et l'approche indicateur de base pour le risque opérationnel. Nous appliquons la cotation des entreprises de la Banque de France comme notation externe pour pondérer nos expositions. La société ne porte pas de risque de marché comme défini par la réglementation. Nous ne détenons aucun portefeuille de négociation. Nos activités de financement sont strictement limitées au territoire français.

Mercedes-Benz Financial Services France détient une participation commerciale en France, Mercedes-Benz Charterway (50%). Cette entité, à cause de son statut commercial, n'est pas formellement soumise à la réglementation bancaire et par conséquent à Bâle II.

Néanmoins, comme les contrats MBCW sont financés par notre société, l'encours correspondant est inclus dans nos déclarations.

Nous calculons également des besoins de fonds propres liés à des scénarios de stress, notamment de risque de crédit. Ceci permet de s'assurer d'une couverture adéquate des risques même sous conditions de crise.

Gestion des risques :

— Organisation :

— Principes : La gestion des risques est intégrée dans la gestion quotidienne de la société. Elle est considérée comme un des leviers du pilotage de la société. Nos plus grands risques sont le risque de crédit et le risque opérationnel. Les autres risques sont principalement gérés par le groupe ou sont non applicables :

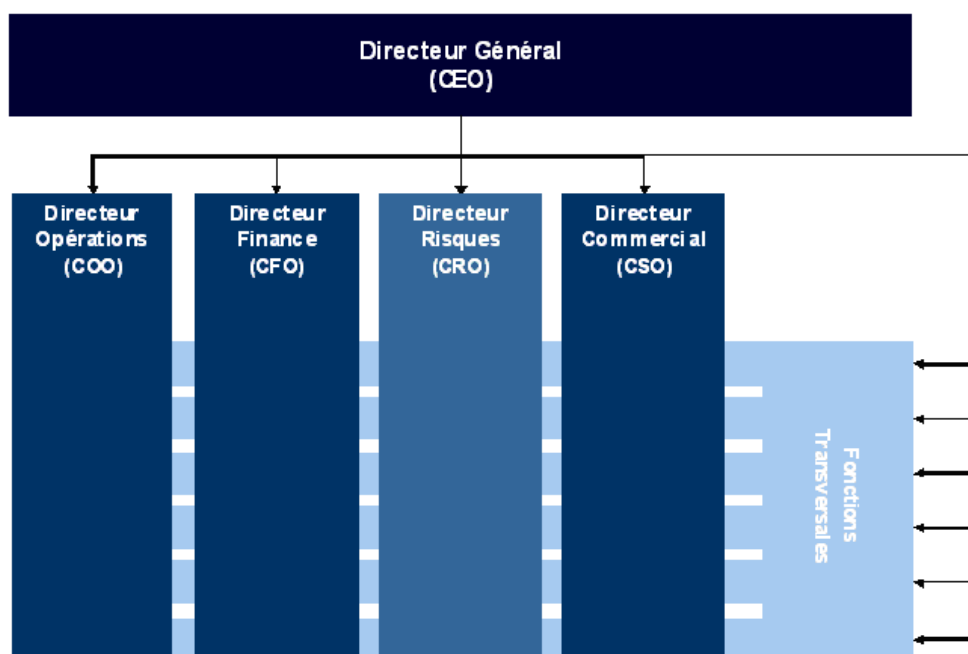
— Risque de Crédit : géré par Mercedes-Benz Financial Services France SA ;

— Risque de Marché : non applicable ;

— Risque Opérationnel : géré par Mercedes-Benz Financial Services France SA ;

— Risque de Liquidité & Taux d'intérêt : géré au niveau du groupe Daimler.

— Organisation : Le Directeur des Risques de Mercedes-Benz Financial Services France SA a la responsabilité de la gestion des risques de crédit et opérationnels pour le périmètre réglementaire. Le Directeur des Risques reporte directement au Directeur Général de Mercedes-Benz Financial Services France SA. Il reporte également au Directeur des Risques Europe. Dans ce contexte, le Directeur des Risques est responsable de s'assurer de la conformité des opérations locales avec les principes et stratégie du risque de crédit définis par le groupe.



— Reportings et Outils : Mercedes-Benz Financial Services France SA produit une série de reportings risque pour suivre et gérer les risques, conformément aux exigences de mesure, suivi et contrôle des risques (selon la réglementation bancaire et comptable et les règles du groupe Daimler Financial Services). La société a mis en place un ensemble d'outils et d'indicateurs pour faciliter la gestion des risques. Ces outils couvrent la totalité du périmètre du champ d'application de la réglementation bancaire. Cet ensemble est continuellement revu, amélioré et adapté en fonction de l'environnement de risque et la stratégie de risque. Les outils permettent un suivi des risques adaptés à notre activité. Par exemple :

— Outil de Score pour le retail et le small business et Rating pour le Corporate ;

— Reporting Gestion de Portefeuille ;

— Reporting Groupe ;

— Calcul des scénarios de stress.

— Risque de Crédit : Le risque de crédit est géré en appliquant un cadre de principes et de règles de risques de crédit défini par Daimler Financial Services AG. Toutes les activités de toutes les filiales de Mercedes-Benz Financial Services France sont gérées selon ces normes. Par exemple :

— deux signatures par dossier (« Four eyes principle ») ;

— montant de délégation (« Crédit authority limits »).

De même, la stratégie du risque de crédit est définie au niveau du groupe Daimler Financial Services. Les autorisations de financement sont données dans le cadre du système de délégation du groupe et renouvelées chaque année ou chaque trimestre (selon le type de ligne).

Mercedes-Benz Financial Services France SA réduit le risque sur ses financements de la manière suivante :

- Politique de Valeur Résiduelle prudente y compris des garanties du constructeur (OEM) ;
- Politique de prise de gage auprès des préfectures pour les crédits ;
- Politique de prise de garanties et sûretés (Caution, Dépôt de Garantie, etc.) ;
- Politique de prise d'assurances (Assurance matériel, etc.).

La sécurisation des engagements repose essentiellement sur les sûretés réelles constituées par les véhicules qui, en cas de défaillance font l'objet d'une restitution systématique. La prise d'autres types de garanties permet néanmoins de réduire encore les risques encourus.

La majorité de ces méthodes de réductions de risques ne sont pas éligibles comme facteurs d'atténuation de risque sous l'approche standard de Bâle II.

— Risque de Marché : Mercedes-Benz Financial Services France ne détient pas de portefeuille de négociation. Aucun risque, sous la définition de Bâle II, n'est à mentionner à ce titre.

— Risque Opérationnel : Le risque opérationnel est géré quotidiennement dans les directions opérationnelles. La cartographie des risques opérationnels évalue la probabilité d'occurrence et l'impact potentiel de chaque risque identifié. La cartographie est revue et actualisée régulièrement et au moins une fois l'an. Cette cartographie a permis une évaluation des risques opérationnels en ligne avec le cadre général fourni par le groupe.

Les deux risques principaux identifiés au titre du risque opérationnel sont les suivants :

- Mise en production de nouveaux systèmes d'informations ;
- Risque de sinistre des locaux.

La société a engagé des mesures de réduction de risques opérationnels par exemple en mettant en oeuvre un Plan de Continuité d'Activités (PCA) depuis 2006.

Ratio International de Solvabilité :

— Ratio Réglementaire au 31 décembre 2008 : Table 1 : Ratio International de Solvabilité :

Fonds Propres Prudentiels	183 451 425 €
Risques Pondérés	1 951 201 288 €
Ratio International de Solvabilité	9,40%

— Fonds Propres Prudentiels : Mercedes-Benz Financial Services France détient des fonds propres comme défini dans la réglementation bancaire.

Table 2 : Fonds Propres Prudentiels :

Fonds Propres de Base	125 204 594 €
Fonds Propres Complémentaires	58 246 831 €
Fonds Propres Prudentiels	183 451 425 €

— Exigences de Fonds propres : Mercedes-Benz Financial Services France SA évalue régulièrement l'adéquation de ses fonds propres en vue de ces activités présentes et futures avec son actionnaire. De cette façon, les pertes inattendues sont couvertes par les fonds propres. De plus, les pertes attendues sont couvertes dans la procédure budgétaire du groupe par le biais de provisions calculées d'une manière prudente.

Table 3 : Risques Pondérés&Exigences de Fonds propres :

(En euros)	Risques pondérés	Exigences de Fonds Propres
Administration		
Établissements	24 843 406	1 987 472
Entreprises	1 045 975 570	83 678 046
Clientèle de détail	758 609 187	60 688 735
Total Risque de Crédit	1 829 428 163	146 354 253
Total Risque de Marché		
Total risque opérationnel	121 773 125	9 741 850
Total	1 951 201 288	156 096 103

Le défaut de paiement se définit comme suit :

- impayés de plus de 90 jours ;
- cotation Banque de France indiquant la probabilité de défaut de la contrepartie ;
- autre événement spécifique indiquant un défaut probable (ex : décès du client).

La contagion est appliquée de manière systématique sur les encours douteux.

Les expositions sont uniquement avec des contreparties basées en France.

La durée des financements accordés ne dépasse généralement pas les 60 mois. La duration moyenne du portefeuille est d'environ 24 mois.

— Expositions par pondération avant/après transfert de risque : Mercedes-Benz Financial Services France SA applique la cotation des entreprises de la Banque de France comme notation externe pour pondérer les expositions « Entreprises » et sous certaines conditions, les contreparties « Autres éléments ». Le mapping appliqué entre les cotations Banque de France et les échelons de qualité du crédit évalué par Mercedes-Benz Financial Services France est celui validé par la Commission Bancaire.

La cotation Banque de France permet également, sous certaines conditions, d'effectuer un transfert de risque sur un garant bien coté. Comme dans l'approche standard, les valeurs des actifs sous-jacents (les véhicules) ne sont pas éligibles comme garanties, ce type de transfert de risque est la seule méthode d'atténuation de risque. Les types de garanties appliquées sont :

- Caution ;
- Engagement de Poursuite de Location ;
- Dépôts de Garanties (DG).

Les expositions avant et après transfert de risque sont comme présentées ci-dessous.

Table 4 : Expositions avant/après transfert de risque :

(En euros)	Exposition avant transfert de risque	Exposition après transfert de risque
Pondération 0%	26 482 320	26 482 320
Pondération 20%	44 240 479	45 029 039
Pondération 50%	123 110 113	165 816 670
Pondération 75%	899 054 040	893 285 950
Pondération 100%	1 077 772 082	1 034 104 093
Pondération 150%	117 981 658	117 898 592
Total	2 288 640 692	2 282 616 664

Par ailleurs, nous disposons de 6 024 028 € de dépôt de garantie.

Risque de taux :

— Description synthétique du cadre général : Le groupe Daimler au niveau mondial a été confronté à partir du mois de septembre 2008 à la crise financière la plus grave depuis la crise de 1929 avec une difficulté croissante de recherche de liquidité sur le marché bancaire. Les banques liquides ont thésaurisé leurs liquidités de crainte de prêter à des contreparties incertaines ou d'en manquer également.

Les Etats ont été contraints d'intervenir à travers les banques centrales et ont injecté massivement des liquidités pour que le spectre de défaillances bancaires s'éloigne.

Cette situation a provoqué une augmentation des marges bancaires du groupe et des banques locales.

La compétitivité du refinancement court terme du groupe s'est détériorée à partir du mois d'octobre 2008.

Durant le dernier trimestre 2008, et dans un souci d'optimisation du refinancement à court terme, notre société a opté pour une durée des nouveaux emprunts à un mois contre trois mois précédemment, afin de bénéficier de la répercussion de la baisse des taux directeurs de la BCE, intervenue dès le 15 octobre, et de minimiser l'impact de la hausse des marges bancaires.

Concernant la gestion actif-passif, l'organisation n'a pas évolué depuis l'année dernière.

Le risque général de variation de taux d'intérêt reste piloté par zone monétaire.

La responsabilité de chaque pays se limite à la mise en oeuvre de cette politique dictée par le Groupe.

— Description des outils et de la méthodologie utilisée : La méthodologie et les outils d'analyse n'ont pas évolué.

Chaque fin de mois, MBFS France envoie à l'équipe ALM de Berlin (« middle-office ») un fichier contenant des informations sur les contrats en portefeuille (montant, taux d'intérêt, échéancier ...), le passif (emprunts en cours), ainsi que le bilan simplifié qui contient les positions faisant l'objet d'un amortissement conventionnel (fonds propres, autres actifs et autres passifs).

Le groupe calcule alors une impasse de taux et de liquidité en mode statique, en déroulant chaque position du bilan :

– Contractuellement pour ce qui concerne les positions clientèle à l'actif, et des emprunts au passif ; et

– Conventionnellement pour les autres positions (celles ne portant pas intérêt).

L'impasse est alors calculée par mois de déroulé, et moyennée à l'année, sur la base du total de bilan. La durée moyenne des contrats clientèle étant de 18 mois, seules les impasses des 3 premières années de déroulé sont significatives.

En fonction :

– Des chiffres de taux d'exposition ;

– Des hypothèses de production (en volume) des deux mois suivants ; et

– Des objectifs de taux d'exposition décidés en comité ALM du groupe.

Le groupe nous demande alors d'effectuer les opérations de refinancement correctrices nécessaires (taux fixe ou taux variable et, en cas de taux fixe, la durée à utiliser). C'est donc un ajustement mensuel, ayant pour objectif d'assurer une situation « match-funded » permanente.

— Description des limites fixées : Comme mentionné précédemment, les fourchettes de taux d'exposition sont déterminées par le Groupe.

Cette zone de tolérance a pour vocation de pallier aux éventuelles déformations de la structure du bilan, et d'une production prévisionnelle sous ou surévaluée.

— Description synthétique des rapports utilisés : Les rapports sur les marges adossées ainsi que sur les taux d'exposition sont adressées par la cellule middle – office ALM directement aux départements Contrôle de Gestion et Comptabilité, à la Trésorerie, au Directeur Financier ainsi qu'au Directeur Général.

Ces rapports sont mensuels. Ils contiennent la mesure du risque de taux en déroulé statique et dynamique : incidence d'une variation de la courbe de ± 250 points de base en l'espace d'un an, toutes choses égales par ailleurs (même structure de bilan, même taux d'exposition ...).

Les actions à mener dans le mois en cours sont adressées par la cellule front-office au Directeur Financier, au Trésorier et au Directeur Comptabilité, afin de continuer à respecter les taux d'exposition fixés.

— Présentation de l'environnement de contrôle : Comme mentionné précédemment, le contrôle de la gestion du risque de taux est dévolu entièrement à la cellule ALM du Groupe.

Le management local ainsi que les structures opérationnelles (Trésorerie, Comptabilité et Contrôle de Gestion) sont responsables de l'application des instructions du Groupe.

Par ailleurs, MBFS réunit un comité de gestion actif – passif à la demande afin de contrôler la mise en oeuvre de ces instructions groupe.

Les membres de ce comité sont :

- Le Directeur Général ;
- Le Directeur Administratif et Financier ;
- Le Directeur Comptabilité et Reporting financier ;
- Le Trésorier.

Ce comité se réunit également afin de faire le point sur l'évolution des marchés financiers et définir la stratégie commerciale à adopter.

— Résultat d'un choc uniforme de 250 points de base en l'espace d'un an : Une première analyse succincte est effectuée par le groupe avec des hypothèses très réductrices : même structure de bilan, pas de croissance / décroissance d'encours, même impasse de taux, répercussion instantanée et complète des variations de taux de marché sur les taux à la production.

Une deuxième analyse est effectuée en local, avec le même logiciel, mais en prenant les hypothèses du budget quant à l'évolution de l'encours, et en introduisant une élasticité de 80% et une durée de 3 mois quant à la répercussion de la variation des taux de marché sur les taux de la clientèle.

L'intérêt de cette analyse est de déterminer quel sera le comportement du PNB si les taux varient de telle façon, et que le groupe conserve sa politique d'exposition.

Cela permet également de comparer l'évolution du PNB en fonction d'un déplacement de la courbe des taux de façon uniforme (vers le haut ou vers le bas), ou en cas de déformation de celle-ci (hausse ou baisse des taux courts).

Pour résumer, ces analyses ne sont pas des aides locales à la décision, mais simplement des indicateurs d'impact, et de sensibilité du PNB à une variation du marché.

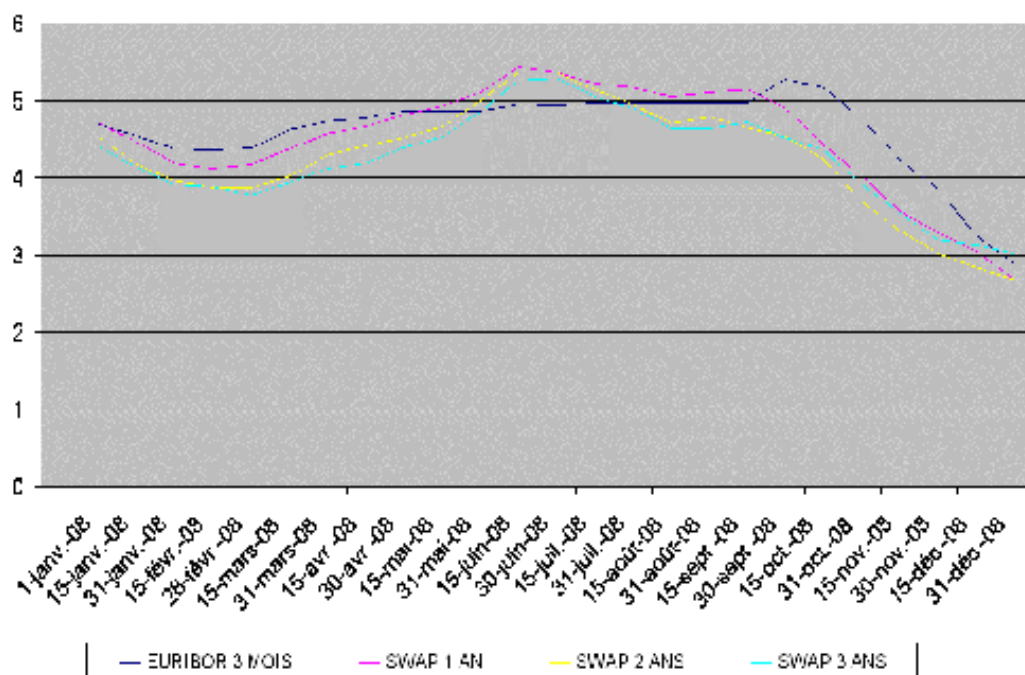
— Résultats des indicateurs de mesure du risque de taux :

– Evolution des taux en 2008 : L'année 2008 se scinde en deux : une première partie de l'année avec une hausse continue des taux durant les 3 premiers trimestres avec une volonté de la Banque Centrale de maîtriser les risques inflationnistes avec un pic le 9 juillet par un ajustement des taux BCE à 4,25%. Puis l'arrivée de la crise financière courant septembre et la crise de liquidité du secteur bancaire, les risques d'envolée de l'inflation devenant faibles, la BCE a établi un 1er réajustement des taux le 15 octobre 3,75%, puis le 12 novembre 3,25% et enfin 2,50% le 10 décembre 2008. Les taux Euribor et swaps ont suivi la baisse des taux BCE avec un décalage d'une quinzaine de jours à chaque réajustement.

La détérioration des conditions économiques et l'atténuation des tensions inflationnistes appellent de nouvelles baisses de taux. La chute brutale des prix des matières premières a eu un impact majeur sur les anticipations d'inflation. Du côté des entreprises, les tensions sur les prix se sont atténuées ces derniers mois, avec la baisse des coûts de production et l'affaiblissement de la demande.

Dans ces conditions, la BCE devrait continuer à assouplir sa politique monétaire au cours des mois à venir, pour abaisser son taux refi à 1% voir proche de 0% d'ici la fin du 1er semestre 2009.

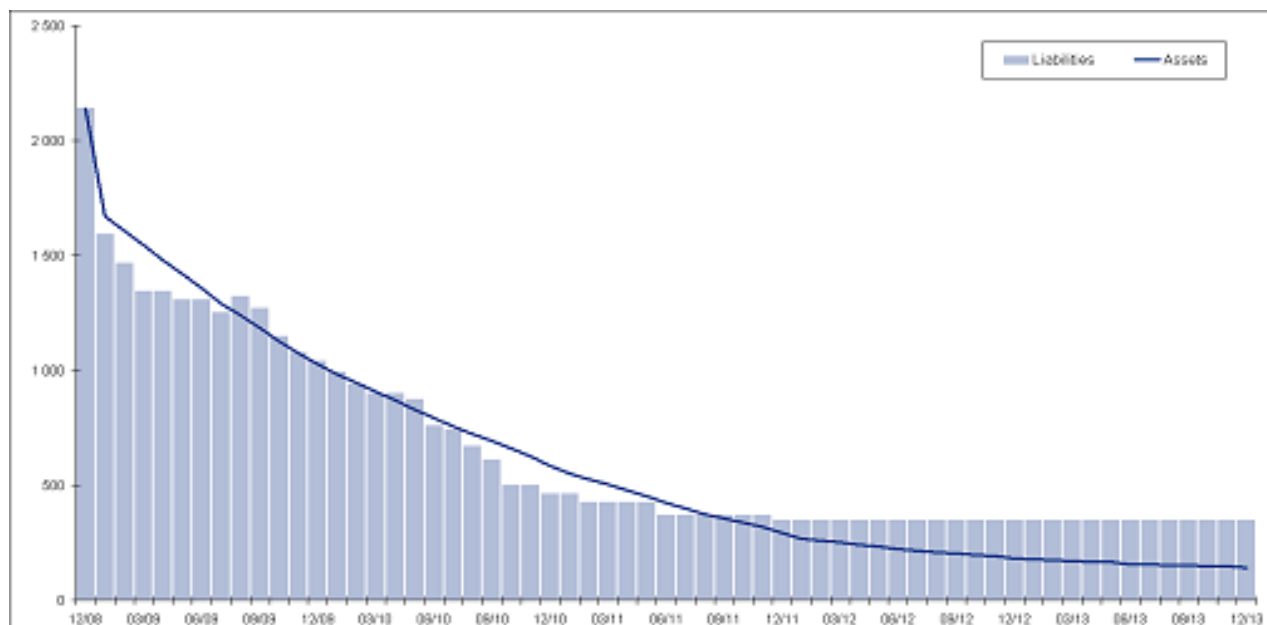
– Evolution des taux 2008 :



Taux d'exposition 2008 :

Taux d'exposition	01/08	02/08	03/08	04/08	05/08	06/08	07/08	08/08	09/08	10/08	11/08	12/08
1 an	-2,1%	-1,2%	-1,5%	0,2%	0,4%	2,6%	2,7%	6,4%	5,0%	-0,2%	-3,6%	2,1%
2 ans	-1,1%	0,0%	-0,1%	1,6%	1,7%	1,6%	-2,2%	1,9%	1,1%	-1,9%	-3,3%	2,0%
3 ans	-1,1%	-1,8%	-2,0%	-2,3%	-1,6%	-1,4%	-1,5%	0,4%	0,2%	0,2%	-2,3%	1,1%

– Déroulé en impasse de taux :



— **Risque de liquidité** : L'encours de refinancement a augmenté en 2008, passant de 1 519 M€ au mois de janvier 2008 à 1 704 M€ fin décembre. Cette croissance est principalement due à l'augmentation de l'activité durant l'année 2008, au financement des stocks distributeurs durant le mois de décembre et à une opération exceptionnelle de refinancement de Mercedes-Benz Financial Services Turquie à hauteur de 41,5 M€.

Nous avons poursuivi notre stratégie de consolidation et d'augmentation des lignes de crédit avec les banques locales. Le total des emprunts auprès des banques locales représentent 72% du total des emprunts au 31 décembre 2008.

Les marges bancaires (coût de liquidité) ont fortement augmenté à partir du mois d'octobre passant de 25 à 95 points de base pour le refinancement groupe sur trois mois, les taux longs devenant également moins compétitifs avec des marges de 260 points de base.

Cet assèchement du marché bancaire nous a conduit à réduire la durée des emprunts à court terme avec le groupe de trois à un mois avec des marges plus faibles et un ajustement au plus près des baisses successives des taux directeurs.

Nous avons également optimisé et utilisé le découvert de notre compte inter-compagnie reflétant les opérations de cash pooling (100 Mi€ à Eonia + 12,5 points de base), pour pallier à l'augmentation des taux groupe et hors groupe.

Cette politique nous a permis d'atténuer considérablement notre exposition à la crise de liquidité.

Notre marge bancaire court terme groupe a été de 0,28%, la marge long terme hors groupe de 0,34% pour l'année 2008.

Ainsi, notre activité de financement des stocks distributeurs (à 3 mois) est financée par le groupe, et l'activité classique (24 mois) est financée par les emprunts bancaires.

L'année 2008 a été marquée par la décision du groupe Daimler d'harmoniser l'ensemble des activités de trésorerie en Europe par une réduction du nombre des entités. En France, la fusion-absorption de l'entité DaimlerChrysler France Holding avec Mercedes-Benz France a été réalisée le 31 octobre 2008 rétroactivement au 1er janvier 2008, les emprunts DCFH devenant des emprunts MBF.

Enfin, nous avons rencontré plusieurs banques afin d'étudier la possibilité de diversifier nos sources de refinancement et de limiter notre refinancement avec le groupe.

— **Stress scénarii utilisés pour mesurer le risque encouru en cas de forte variation des paramètres de marché** : Le scénario de stress serait celui d'une crise de liquidité qui affecterait le groupe Daimler (rumeurs de faillites) avec une crise de liquidité sur la place de Paris ou mondiale (risque systémique), et se traduirait également par une augmentation des spreads.

La récente crise financière a néanmoins démontré notre capacité à absorber un choc de marché.

Cette crise a tout d'abord touché les établissements bancaires de premier rang, et non les établissements industriels auxquels le marché nous assimile. D'autre part, le groupe nous a parallèlement informé de sa capacité à nous refinancer si les banques venaient à suspendre les prêts.

Pour autant, la hausse de notre coût de liquidité est bien réelle et elle s'est amplifiée à partir du mois d'octobre et devrait continuer à progresser durant l'année 2009, car les difficultés de financement des établissements bancaires ne manqueront pas de se diffuser à l'ensemble des acteurs économiques.

La baisse du volume de notre production devrait limiter notre risque de liquidité. Nous devons continuer à développer des alternatives au refinancement avec le groupe qui a dorénavant des coûts de refinancement court terme et long terme bien supérieurs aux banques locales.

Trois hypothèses de stress scénario ont été considérées par notre société.

— **Risque de tarissement des financements locaux** : En cas de défiance de la communauté bancaire locale auprès de MBFS France, le surcoût serait alors celui du coût des emprunts auprès de Daimler par rapport au coût des emprunts bancaires locaux, soit une hausse de 400 points de base d'écart en moyenne pour des emprunts à long terme (2 à 3 ans), et de 100 points de base pour les emprunts à court terme (moins d'un an).

Une gouvernance interne est en place et se traduit comme suit :

— Surveillance hebdomadaire des taux appliqués par les banques locales et le Groupe ;

— Maintien des relations avec les banques locales (réunions trimestrielles, appels d'offres réguliers, veille du marché bancaire,...), et prise de contacts pour futurs partenaires bancaires ;

— Gestion ALM effectuée par Daimler AG ;

— Comités « Refinancement » mensuels (analyse du portefeuille et du marché financier) ;

— Garantie du groupe Daimler.

— **Risque de tarissement des financements locaux et de difficultés financières globales du groupe Daimler** : Si Mercedes-Benz Financial Services et le groupe Daimler venaient à subir la désaffection de leurs banquiers, notre société serait contrainte de se refinancer auprès du groupe Daimler qui subirait aussi une augmentation de ses conditions de refinancement.

Les hypothèses de ce scénario sont les suivantes :

— Sur la base du budget de Production 2009 ;

— 50% du refinancement concerné ;

— Impact à partir du second semestre 2009, soit 50% de la production ;

— % de marge nette sur production (base Budget 2009) : 1,18%.

Notre gouvernance interne est la suivante :

- Mise à jour régulière des prévisions des ventes Constructeur ;
- Actions de fidélisation des distributeurs et développement du plan d'actions « dissidents » ;
- Maintien de la marge ;
- Surveillance des taux de refinancement et des taux clients ;
- Maîtrise des commissions apporteurs ;
- Suivi des frais généraux ;
- Mesures de gouvernance du risque (resserrement de la politique d'octroi, assouplissement de règles de restructuration de crédit et de report d'échéances, accélération du délai de traitement pour une meilleure réactivité).
- Risque d'augmentation des taux courts avec délai de répercussion de la tarification clients : Mercedes-Benz Financial Services est sensible à l'augmentation des taux courts, et ne peut répercuter immédiatement cette hausse sur les tarifs clients.

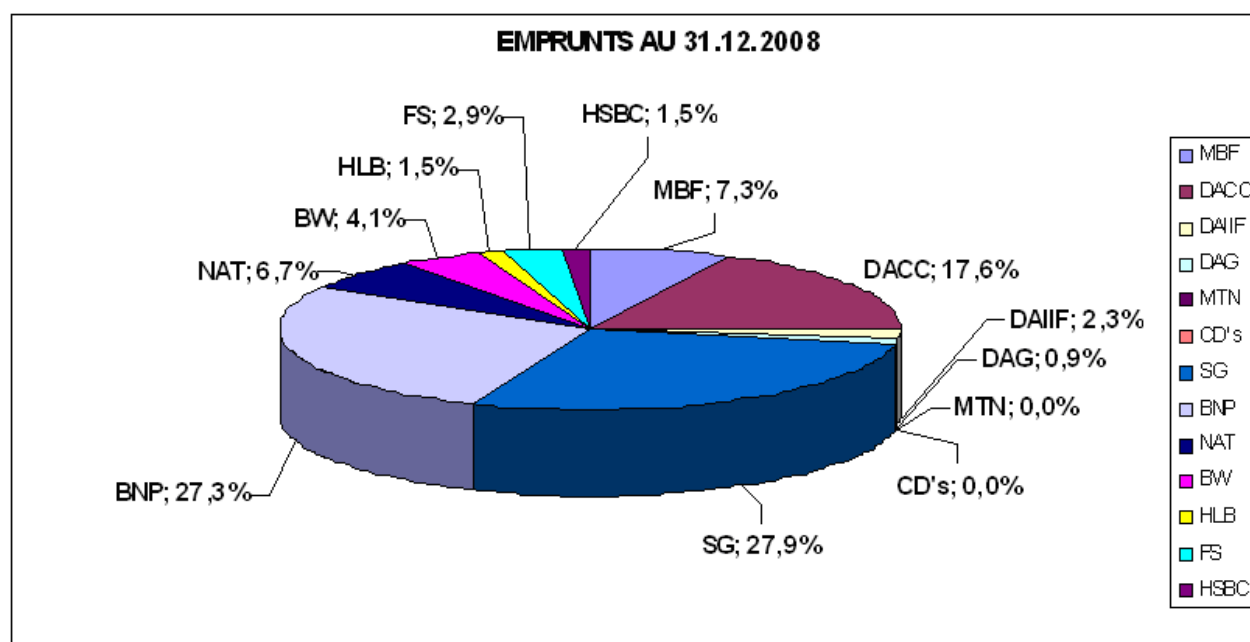
Les hypothèses de ce scénario sont les suivantes :

- La base est le budget de Production 2009, estimé à 888 M€ ;
- Impact à partir du second semestre 2009, soit 50% de la production ;
- Délai de répercussion de 3 mois vers la tarification clients ;
- Augmentation de 100 PB des taux courts.

Notre gouvernance interne est la suivante :

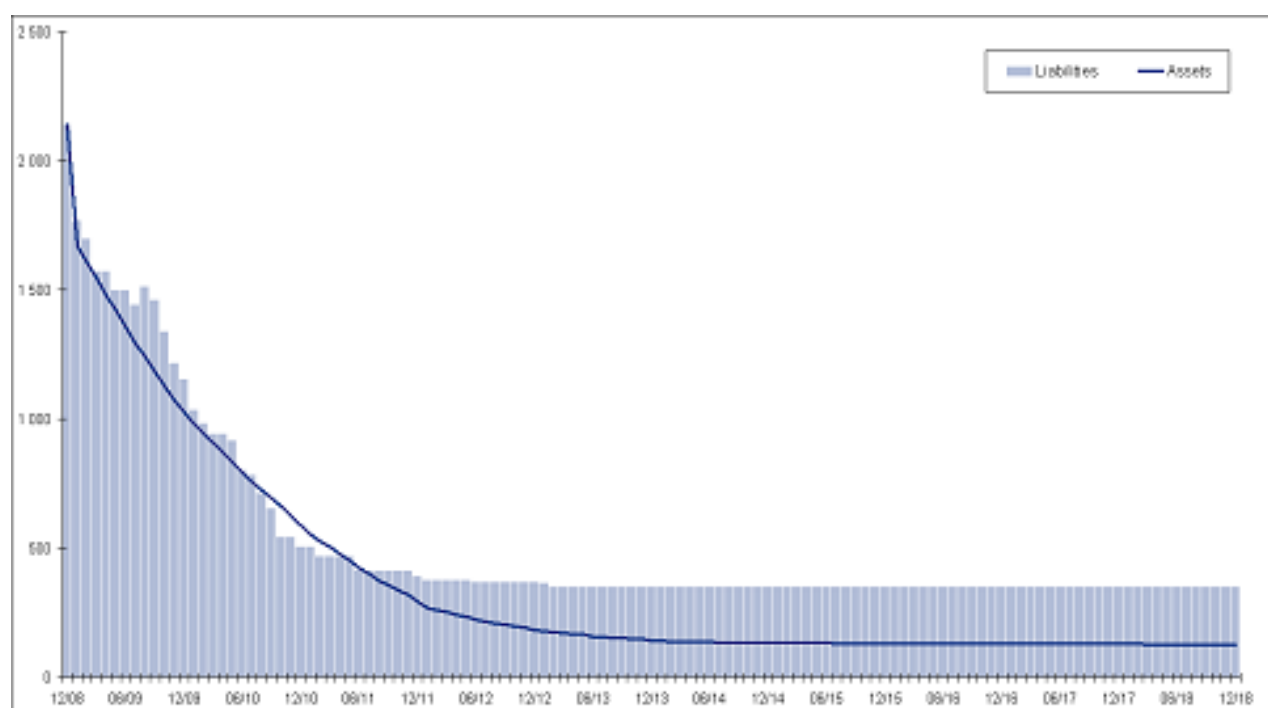
- Surveillance hebdomadaire des taux appliqués par les banques locales et le Groupe ;
- Maintien des relations avec les banques locales (réunions trimestrielles, appels d'offres réguliers, veille du marché bancaire,...) et prise de contacts pour futurs partenaires bancaiers ;
- Gestion ALM effectuée par Daimler AG ;
- Comités mensuels Pricing (analyse des marges cumulées à fin de période et validation de répercussion sur la politique commerciale).

Contrepartie	Financement Emprunts au 31/12/2008					
		Lignes (Moi.EUR)	Court terme (Moi.EUR)	Long terme (Moi.EUR)	Total Emprunts (Mio.EUR)	Pourcentage du refinancemen t
Mercedes-Benz France	MBF	124	0	124	124	7,3%
Daimler Coordination Center	DACC	300	250	50	300	17,6%
Daimler International Finance BV	DAIF	40	0	40	40	2,3%
Daimler AG	DAG	15	0	15	15	0,9%
Medium Term Notes	MTN	1 000	0	0	0	0,0%
Certificates of Deposit	CD's	229	0	0	0	0,0%
Groupe		1 708	250	229	479	28,11%
Société Générale	SG	500	0	475	475	27,9%
Bnp Paribas	BNP	500	0	465	465	27,3%
Natixis	NAT	200	25	90	115	6,7%
BW Bank	BW	70	0	70	70	4,1%
Hessische Landesbank	HLB	25	0	25	25	1,5%
Fortis	FS	50	0	50	50	2,9%
HSBC	HSBC	25	0	25	25	1,5%
Hors Groupe		1 370	25	1 200	1 225	71,89%
Total		3 078	275	1 429	1 704	100,00%



Date de valeur	Swap MBFS au 31/12/2008		
	Date de fin	Notionnel	Valeur de marché au 31/12/2008
2 janvier 2006	02/01/2009	30 000 000	3 696
1er mars 2006	02/03/2009	30 000 000	29 372
Total		60 000 000	33 068

– Déroulé de liquidité :



– France : MBFS ;

- Report date : 31 décembre 2008 ;
- Gross interest margin simulation (Tsd. EUR) ;
- Balance sheet total : 2 141 939 ;
- Simulation Period : 31 décembre 2008 - 31 décembre 2009.

Interest Income	Constant	Forward Rates	+2% parallel	-2% parallel	+2% short	-2% short
Total	72 489	72 514	71 095	73 898	71 347	73 643
Condition contribution	74 295	73 859	72 470	76 118	72 771	75 808
Structure contribution	-1 806	-1 345	-1 374	-2 220	-1 424	-2 166
On-balance	-1 835	-1 374	-1 404	-2 250	-1 453	-2 195
Derivatives	29	29	29	29	29	29

Interest Income	Constant	Chance (+) / Risk (-) compared to interest rate scenario Constant				
		Forward Rates	+2% parallel	-2% parallel	+2% short	-2% short
Total	72 489	25	-1 393	1 409	-1 142	1 154
Condition contribution	74 295	-436	-1 825	1 823	-1 524	1 513
Structure contribution	-1 806	461	431	-414	382	-360
On-balance	-1 835	461	431	-414	382	-360
Derivatives	29	0	0	0	0	0

Interest Margins	Constant	Chance (+) / Risk (-) compared to interest rate scenario Constant				
		Forward Rates	+2% parallel	-2% parallel	+2% short	-2% short
Total	3,191%	0,001%	-0,061%	0,062%	-0,050%	0,051%
Condition contribution	3,271%	-0,019%	-0,080%	0,080%	-0,067%	0,067%
Structure contribution	-0,080%	0,020%	0,019%	-0,018%	0,017%	-0,016%
On-balance	-0,081%	0,020%	0,019%	-0,018%	0,017%	-0,016%
Derivatives	0,001%	0,000%	0,000%	0,000%	0,000%	0,000%

Balance sheet total and balance sheet structure remain stable over the simulation period.
Interest rates change gradually over simulation period.

IV. — Evolution prévisible de la situation de la société&perspectives d'avenir.

Activités de financement et du leasing en 2008. — L'année automobile 2008 a été marquée, en France, par une dégradation progressive du volume des immatriculations. Deux facteurs expliquent ce développement : la mise en place de l'éco pastille qui a pénalisé les marques haut de gamme et la crise financière qui a induit un recul de l'activité économique et une raréfaction des liquidités sur la deuxième partie de l'année.

Malgré ce contexte économique défavorable et la baisse des ventes du constructeur, MBFS France a connu en 2008 une nouvelle année record.

En effet, sept records symboliques ont été battus au cours de l'année 2008 :

- MBFS France a franchi la barre symbolique du Milliard d'€ de production ;
- Le portefeuille de MBFS France a dépassé pour la première fois, la barre des deux Milliards d'€ ;
- Avec 28,1% MBFS France a réalisé en 2008 la plus forte pénétration de son histoire ;
- Avec plus de 24 M€ en 2008, MBFS France réalise également le plus fort résultat de son histoire ;
- L'indice de satisfaction distributeurs (DSI) de MBFS France a atteint la valeur record de quatre-vingt pourcents quand, dans le même temps, ses concurrents ont perdu trois points ;
- Enfin, l'objectif de 17% de ROE fixé par le groupe a été dépassé en 2008.

Ces bons résultats trouvent principalement leurs explications dans éléments suivants :

- En véhicule particulier : la forte augmentation des opérations à taux bonifiées qui ont représentées plus d'1/3 des dossiers sur l'année ;
- En camion : une forte augmentation des volumes de livraisons permettant de réaliser une hausse de + 40% de la production financement ;
- Une augmentation de l'activité financement Distributeur en particulier sur le dernier quadrimestre afin d'accompagner l'accroissement des stocks ;
- Une augmentation du taux de fidélité du Réseau à sa Captive se traduisant par une hausse sensible de la pénétration ;
- Un dernier quadrimestre record dû en grande partie à un mois de décembre exceptionnel, mais aussi une moins grande agressivité des banques de dépôt sur la fin de l'année.

Parmi les autres faits marquants expliquant la performance de MBFS France en 2008, on citera notamment les initiatives suivantes :

- Le lancement de la nouvelle offre packagée Mercedes Benz VP et smart sous le nom de In One qui propose désormais une offre complète avec la nouvelle assurance automobile ainsi que d'un avantage tarifaire spécifique ;
- Le succès significatif de Mercedes-Benz Assurance. Cette nouvelle offre d'assurance automobile tous risques développée en collaboration avec AVIVA pour les marques MB et smart a permis de réaliser près de 1 300 contrats sur les 8 premiers mois de l'année ;
- Le lancement du « Chrysler Corner » début 2008 dans le but d'améliorer les relations avec le réseau Chrysler sur la base d'une relation commerciale à distance ;

— Le nouveau logiciel de financement réseau (WinFi) qui a été testé avec succès sur le dernier quadrimestre 2008 dans le réseau. Ce nouvel outil, jugé complet et convivial par ses premiers utilisateurs, permettra de renforcer notre qualité de service opérationnelle ainsi que d'augmenter les performances commerciales du réseau grâce à une plus grande autonomie de leurs équipes de ventes ;
 — La réduction de 7% de nos frais généraux supérieure aux objectifs fixés par Captive N°1 ;
 — La priorité donnée à « Great place To Work » à travers l'organisation d'une journée dédiée regroupant l'ensemble des collaborateurs au mois de juin 2008, la constitution de groupes de travail transverses et l'organisation de plusieurs séminaires de Management.

Principaux objectifs et projets 2009. — MBFS France a défini quatre priorités stratégiques pour l'année 2009 :

— Maintenir une part de marché minimum équivalente à celle de 2008 (30% minimum) ;
 — Assurer la rentabilité-cible demandée par l'actionnaire (17% de ROE) ;
 — Assurer le niveau de liquidités nécessaire pour accompagner le développement des ventes et satisfaire le besoin de trésorerie des distributeurs ;
 — Maximiser la satisfaction de nos clients et collaborateurs.
 Pour atteindre ces objectifs, les principales actions prévues en 2009 sont les suivantes :
 — Le déploiement du nouveau logiciel de financement WinFi et l'automatisation des scores existants. VP sur le 1er semestre et véhicules industriels sur le 2e semestre. 1 700 personnes à former au total sur le réseau ;
 — La promotion des nouvelles offres packagées « Solution Confort » en VUL et « In One » en VP en y associant systématiquement l'offre Mercedes Benz Assurance ;
 — La mise en place d'un nouveau « Corner Services » dédié à la gestion à distance de la relation avec le réseau Mercedes-Benz ;
 — Une nouvelle politique de commissionnement basée sur le « Dealer Profitability Tool » ;
 — La fidélisation de nos clients en portefeuille notamment grâce à des incitations financières en fin de contrat financées par la mise en place de frais de gestion ;
 — La poursuite de la réduction des frais généraux de l'entreprise en cohérence avec les objectifs de Captive N°1. Parmi les principales initiatives prévues, on citera le transfert des activités de gestion des contrats service de MBFS vers MBF.
 En 2009, MBFS poursuivra également ses efforts afin de préparer la croissance et la rentabilité future grâce notamment aux actions suivantes :
 — Le remplacement de l'outil existant de gestion des Fins de Contrat à horizon fin d'année 2009 ;
 — La refonte de l'organisation existante dans le but de simplifier les niveaux hiérarchiques et d'harmoniser les coefficients hiérarchiques entre les différentes fonctions à horizon fin d'année 2009 ;
 — La migration de l'outil local de gestion du Floor Plan dans le WMS groupe à horizon 1er trimestre 2010.
 Enfin MBFS France travaillera en 2009 à la finalisation ou au lancement de projets réglementaires parmi lesquels les principaux projets sont :
 — Le redesign des objectifs de contrôle des principaux process SOA ;
 — La mise en place du nouveau processus d'immatriculation à distance des véhicules lancé par le gouvernement français ;
 — La fiabilisation de la qualité des données entrant dans la composition des principaux reportings externes de l'entreprise ;
 — Le lancement du projet réglementaire SURFI, nouveau système à mettre en oeuvre pour le reporting réglementaire des états destinés à la Commission Bancaire en remplacement du système BAFI, la première application est prévue pour l'échéance de juin 2010.

V. — Activités des filiales de la société.

Tableau des participations :

— Avant le 29 avril 2008, date de cession de DaimlerChrysler Fleet Management France :

(En milliers d'euros)	Nationalité	En % contrôle	En % intérêt	Méthode d'intégration	Montant de la participation	
					Brut	Net
Entreprises à caractère non financier :						
Sociétés de services :						
DaimlerChrysler Fleet Management SAS	F	100%	100%	IG	50 000	13 832
Mercedes Benz CharterWay SAS	F	50%	50%	IP	2 287	2 287

— A compter du 29 avril 2008, date de cession de DaimlerChrysler Fleet Management France :

(En milliers d'euros)	Nationalité	En % contrôle	En % intérêt	Méthode d'intégration	Montant de la participation	
					Brut	Net
Entreprises à caractère non financier :						
Sociétés de services :						
Mercedes Benz CharterWay SAS	F	50%	50%	IP	2 287	2 287

DaimlerChrysler Fleet Management France. — En avril 2008, Mercedes-Benz Financial Services France a vendu l'intégralité des actions représentant le capital de DaimlerChrysler Fleet Management France SAS, qui a exercé sous la marque DCS Fleet, à LeasePlan France SAS au prix de 13 800 000,00 €. Cette vente est assortie d'une garantie au profit de LeasePlan France SAS aux termes de laquelle LeasePlan France SAS peut faire des réclamations avant le 29 avril 2010 ou, concernant les questions fiscales, avant l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la fin des délais légaux de prescription applicables.

Mercedes-Benz CharterWay :

— Les performances du marché : Notre filiale à 50%, Mercedes-Benz CharterWay France intervient sur le marché de la location longue durée de véhicules industriels (camions&utilitaires) avec services et sans conducteur.

Dans ce cadre Mercedes-Benz CharterWay France propose des contrats avec une gamme de services modulaires, allant de la location simplifiée à la location intégrale comprenant les prestations suivantes :

- Le véhicule ;
- L'entretien (châssis et équipement) ;
- Le véhicule de remplacement ;
- L'assurance ;
- La gestion des taxes ;
- La flexibilité des prestations ;
- La courte durée.

Mercedes-Benz CharterWay France commercialise et exploite sa flotte à travers le réseau Mercedes-Benz VI, ce qui lui assure une des meilleures couvertures nationales.

Mercedes-Benz CharterWay est le leader du marché européen de la location longue durée VI avec plus de 45 800 véhicules à fin 2008.

Mercedes-Benz CharterWay France, avec un parc de 5 375 véhicules, est le deuxième loueur mono-marque derrière la filiale de location Clovis du constructeur national Renault VI.

Le leader français reste Fraikin avec environ 35 000 véhicules (loueur multimarque dont Mercedes-Benz).

— Objectifs et réalisations 2008 : Les données communiquées ci-dessous correspondent à l'activité de Mercedes-Benz CharterWay France du 1er janvier 2008 au 31 décembre 2008.

— Chiffres 2008 : Le résultat prévisionnel français et l'operating profit IFRS Daimler étaient respectivement fixés à -73 et 210 K€.

Les résultats ont été respectivement de 273 K€ et de 513 K€.

Le chiffre d'affaires réalisé en 2008 s'élève à 72,9 M€ pour une prévision de 63,9 M€.

— Financement : Les acquisitions 2008 de véhicules de Mercedes-Benz CharterWay France représentent un montant de 61,6 M€ (pour 1 618 véhicules) financé auprès de Mercedes-Benz Financial Services France et Natixis Lease.

— Parc de véhicules : Le parc fin d'année était prévu à 5 575 véhicules et a finalement atteint 5 375 véhicules.

— Signature de nouveaux contrats longue durée : 1 328 nouveaux contrats ont été signés en 2008 soit 84% de l'objectif.

— Livraisons : 1 618 véhicules ont été livrés en 2008 soit 96% de l'objectif.

— Réalisations 2008 : Afin d'améliorer la qualité de ses activités, en 2008 Mercedes-Benz CharterWay France a réalisé les actions suivantes :

- Accroissement de notre offre CW Lease pour le véhicule utilitaire.
- Repositionnement de notre offre Camion avec notamment un contrat spécifique en tracteur.
- Lancement d'un produit prêt à la location pour une meilleure disponibilité client, ainsi que des offres de courte durée camion.
- Optimisation de l'Extranet Réseau qui permet aux exploitants CW d'accéder plus facilement à l'ensemble du contenu des contrats locaux et nationaux.
- Lancement d'un site internet www.charterway.fr.

— Perspectives 2009 :

- Continuer le développement de l'Extranet réseau pour optimiser la qualité du suivi du par cet augmenter la fidélisation de nos clients.
- Améliorer notre Extranet Client pour faciliter la transparence et les échanges d'informations avec nos clients.
- Mise en place d'une formation spécifique de la location longue durée pour les équipes commerciales du réseau MB utilitaires&camions.
- Camions : renforcement de notre offre Courte Durée avec le réseau et nos clients.

	2008 Réel	2009	2010
Véhicules livrés	1 618	1 990	2 356
Parc de véhicules	5 375	5 986	7 041
CA (K€)	68 782	78 179	91 809
Operating profit IFRS (K€)	524	50	150

VI. — Information relative au capital social.

Conformément aux dispositions de l'article L. 233-13 du Code de Commerce et compte tenu des informations et notifications reçues en application des articles L. 233-7 et L. 233-12 dudit Code, nous vous indiquons ci-après l'identité des actionnaires qui possédaient plus du vingtième, du dixième, du cinquième, du tiers et des deux tiers du capital social ou des droits de vote au jour de clôture de l'exercice soumis à votre approbation :

La société Mercedes-Benz France possède 99,99% du capital social.

En application de l'article L. 225-100 du Code de commerce, nous vous indiquons qu'il a été accordé par l'Assemblée au Conseil d'Administration la délégation suivante : Afin de se conformer aux dispositions de l'article L. 225-129-6 du Code de commerce, l'Assemblée Générale a délégué au Conseil, lors de sa réunion du 19 avril 2007, pour une durée de 26 mois à compter de ladite date, les pouvoirs nécessaires afin de décider d'une augmentation de capital réservée aux salariés par l'émission de titres de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription pour un montant maximum d'un pourcent (1%) du capital social soit 1 480 000 €, a renoncé expressément à son droit préférentiel de souscription aux titres de capital à émettre et a conféré au Conseil pouvoir de fixer le cas échéant les conditions définitives d'émission de cette augmentation.

Cette délégation est toujours en cours.

Concernant la délégation du 18 décembre 2006 : Afin de se conformer aux dispositions de l'article L. 225-129-6 du Code de commerce, l'Assemblée Générale a délégué au Conseil, lors de sa réunion du 18 décembre 2006, pour une durée de 26 mois à compter de ladite date, les pouvoirs nécessaires afin de décider d'une augmentation de capital réservée aux salariés par l'émission de titres de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription pour un montant maximum d'un pourcent (1%) du capital social soit 1 430 000 €, a renoncé expressément à son droit préférentiel de souscription aux titres de capital à émettre et a conféré au Conseil pouvoir de fixer le cas échéant les conditions définitives d'émission de cette augmentation.

Cette délégation est venue à échéance le 18 février 2009 sans le Conseil ne décide d'une augmentation de capital réservée aux salariés.

VII. — État de l'actionnariat salarié.

Dans le cadre d'un dispositif d'épargne salariale visé à l'article L. 225-102 du Code de Commerce, le personnel salarié de la société ne détient aucune participation au capital de la société.

Par ailleurs, aucun plan d'option de souscription ou d'achat d'actions n'a été mis en place au bénéfice des membres du personnel de la société.

Conformément à ce qui était prévu en 2005, des accords d'Intéressement, de Participation et de Plan d'Épargne d'Entreprise ont été conclus le 16 juin 2005 entre les représentants du personnel et la société.

Au titre de l'exercice 2008, il a été constitué une provision pour intéressement de 760 000 € qui sera versé en juillet 2009 aux salariés. Afin d'inciter les collaborateurs à épargner au sein du PEE, une politique d'abondement a été mise en place, permettant au collaborateur de percevoir un abondement de l'entreprise dès le premier euro placé.

VIII. — Dividendes versés au titre des trois exercices précédents et l'avoir fiscal correspondant.

En application de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous informons qu'au titre des trois exercices précédents, il n'a été versé aucun dividende.

IX. — Liste des mandats et fonctions exercés par chaque mandataire social.

Le Conseil d'administration comprend actuellement 3 membres.

	Date de première nomination	Mandat actuel expirant à l'AG statuant sur les comptes de l'exercice clos au	Fonction principale exercée dans la Société	Autres mandats et fonctions exercés dans toute autre société
Monsieur Eberhard Laur	31/01/2002	31/12/2011	Administrateur et Président du Conseil d'Administration, Dirigeant responsable au sens de l'Article L. 511-13 du Code Monétaire et financier (Anc. Art. 17 de la loi bancaire) (Validation CECEI du 29/03/2002)	
Monsieur Mathias Herrmann	26/09/2005	31/12/2011	Directeur Général et Administrateur, Dirigeant responsable au sens de l'Article L. 511-13 du Code Monétaire et financier (Validation CECEI du 22/11/2005)	
Monsieur Reinhard Lyhs	30/11/1999	31/12/2011	Administrateur et Vice Président du Conseil d'Administration	Président de la société Mercedes-Benz France SAS, Président de Chrysler France SAS

A cet égard, nous vous indiquons qu'aucun Administrateur n'a perçu de jeton de présence au cours de l'exercice écoulé.

X. — Rémunérations allouées aux mandataires sociaux.

La Société n'entre pas dans le cadre des premiers alinéas de l'article L. 225-102-1 du Code de Commerce, de sorte que les Mandataires sociaux ne sont pas contraints de déclarer leurs rémunérations et avantages.

XI. — Montant des dépenses somptuaires.

En application des articles 39-4 et 223 quater du Code Général des Impôts, nous vous informons qu'aucune dépense ou charge somptuaire non déductible fiscalement n'a été engagée au cours de l'exercice écoulé.

XII. — Proposition d'affectation du résultat.

Le résultat de l'exercice clôturé le 31 décembre 2008 se solde donc par un bénéfice après impôt de 6 297 040,54 € que nous vous proposons d'affecter de la manière suivante :

- Report à nouveau de l'exercice écoulé après réduction : 2 065 776,73 € ;
- Résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2008 : 6 297 040,54 € ;
- Montant des capitaux propres avant affectation : 130 512 575,36 €.

Proposition d'affectation du résultat à la réserve légale et au report à nouveau :

- Réserve légale de l'exercice après affectation : 423 577,03 € ;
- Report à nouveau de l'exercice après affectation : 8 047 965,24 € ;
- Montant des capitaux propres après affectation : 136 809 615,90 €.

XIII. — Evénements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi.

Aucun événement important n'est survenu entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le présent rapport est établi.

Nous en avons terminé avec la présentation du rapport de gestion, et nous allons passer à la lecture des rapports de nos commissaires aux comptes. Ensuite, nous déclarerons la discussion ouverte et nous vous assurons que nous sommes à votre entière disposition pour répondre à l'ensemble des questions que vous voudrez bien nous poser.

Puis, nous passerons au vote des différentes résolutions, conformément à l'Ordre du jour.

*Le Conseil d'Administration.***B. — Situation publiable non consolidée au 31 décembre 2008.**

Montants nets.

Résultats.

Concernant les comptes sociaux de la société au cours des cinq derniers exercices (articles 133, 135 et 148 du décret sur les sociétés commerciales) :

Nature des indications	2004	2005	2006	2007	2008
Situation financière de fin d'exercice :					
Capital social dont versé	143 000 000	143 000 000	148 000 000	163 000 000	128 305 104
Nombre d'actions émises	9 380 179	9 380 179	9 708 157	10 692 092	10 692 092
Nombre d'obligations convertibles en actions					
Résultat global des opérations effectuées :					
Chiffre d'affaires hors taxes	430 357 991	424 466 085	435 952 888	462 894 268	503 930 319
Résultat avant impôts, amortissements et provisions	349 611 860	344 117 722	376 328 148	376 113 724	358 888 174
Impôt sur les bénéfices			9 437 009	1 746 424	338 496
Résultat après impôts amortissements et provisions	11 005 838	3 569 642	8 262 076	10 991 964	6 297 040
Montant des bénéfices distribués					
Résultat des opérations réduit à une seule action :					
Résultat après impôts mais avant amortissements et provisions	37,27	36,69	37,79	35,01	33,53
Résultat après impôts amortissements et provisions	1,17	0,38	0,85	1,03	0,59
Dividende versé à chaque action					
Personnel :					
Nombre moyen de salariés au cours de l'exercice	194	200	198	192	199
Montant de la masse salariale	9 239 733	9 384 375	9 322 712	9 658 003	11 196 494
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, oeuvres sociales...)	3 968 359	4 017 257	3 980 799	4 195 262	4 572 720

I. — Bilan .

(En milliers d'euros.)

Actif	31/12/2008	31/12/2007
Caisse, banques centrales, CCP	7 165	8 714
Effets publics et valeurs assimilées		
Créances sur les établissements de crédit	16 548	21 478
Opérations avec la clientèle	675 921	555 091
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable		
Parts dans les entreprises liées	2 287	16 119
Crédit-bail et location avec option d'achat	963 039	843 085
Location simple	412 595	411 609
Immobilisations incorporelles	5 308	3 725
Immobilisations corporelles	785	1 052
Capital souscrit non versé		

Actions propres		
Autres actifs	19 488	17 214
Comptes de régularisation	699	842
Total	2 103 835	1 878 928

Passif	31/12/2008	31/12/2007
Banques centrales, CCP		
Dettes envers les établissements de crédit	1 233 792	1 152 615
Opérations avec la clientèle	530 408	376 803
Dettes représentées par un titre		
Autres passifs	95 866	122 722
Comptes de régularisation	23 897	18 435
Provisions pour risques et charges	11 315	8 616
Dettes subordonnées	71 747	69 224
Fonds pour risques bancaires généraux		
Capitaux propres hors FRBG		
Capital souscrit	128 305	163 000
Primes d'émission	33	33
Réserves	109	0
Ecart de réévaluation		
Provisions réglementées et subventions d'investissements		
Report à nouveau	2 066	-43 512
Résultat de l'exercice	6 297	10 992
Total	2 103 835	1 878 928

Hors bilan non consolidé au 31 décembre 2008.

Hors bilan	31/12/2008	31/12/2007
Engagements de financement :		
Engagements en faveur d'établissements de crédit		
Engagements reçus d'établissement de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle (Concessionnaires)	184 318	173 022
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie :		
Garanties d'ordre de la clientèle		
Garanties reçues de la clientèle (MERCEDES-BENZ France SAS et le réseau)	385 250	311 175
Engagements sur instruments à terme :		
Opérations sur instruments de taux d'intérêt	60 000	170 000
Opérations sur instruments de taux d'intérêt		
Opérations sur instruments de taux d'intérêt		
Autres engagements :		
Engagements donnés		
Engagements reçus	41 500	

II. — Compte de résultat publiable non consolidé au 31 décembre 2008.

(En milliers d'euros.)

	31/12/2008	31/12/2007
--	------------	------------

Intérêts et produits assimilés	44 880	44 452
Intérêts et charges assimilés	-73 518	-62 080
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilés	360 664	327 347
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilés	-300 079	-281 965
Produits de location simple	138 451	132 634
Charges de location simple	-119 400	-124 257
Revenus des titres à revenu variable		
Commissions (produits)	72	84
Commissions (charges)	-6 427	-6 385
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		
Autres produits d'exploitation bancaire	15 529	14 010
Autres charges d'exploitation bancaire		
Produit net bancaire	60 172	43 840
Charges générales d'exploitation	-41 047	-34 861
Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	-820	-858
Résultat brut d'exploitation	18 305	8 121
Coût du risque	-11 622	-4 311
Résultat d'exploitation	6 683	3 810
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	-54	8 623
Résultat courant avant impôt	6 629	12 433
Résultat exceptionnel	7	306
Impôt sur les bénéfices	-338	-1 746
Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées		
Résultat net	6 297	10 992

III. — Annexe aux comptes sociaux au 31 décembre 2008.

I. — Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées.

Les comptes individuels de la société Mercedes-Benz Financial Services France sont établis et présentés conformément aux dispositions des règlements 2000-03 et 2005-04 du Comité de la Réglementation comptable relatifs aux documents de synthèse individuels.

Les montants figurant au bilan sont nets d'amortissements et de dépréciations, mais comprennent les créances rattachées.

Certains postes ou rubriques sont détaillés pour en faciliter la compréhension. Il est également précisé, en cas de besoin, les principes comptables ou les méthodes d'évaluation retenues pour l'établissement du bilan et du compte de résultat.

En France, la loi veut que ce soient les immobilisations achetées par les sociétés de crédit-bail, en vue de leur location, qui figurent à l'actif du bilan de ces sociétés. De même, et en application du Communiqué du CNC du 6 décembre 2005 et de l'avis du comité d'urgence du CNC 2006-C du 4 octobre 2006, les amortissements passés au compte d'exploitation sont ceux qui résultent des règles fiscales, et ce, indépendamment des loyers perçus au titre de la location de chaque matériel.

Or, ces loyers perçus permettent un amortissement financier différent de l'amortissement comptable. Aussi, pour avoir une idée réelle de ses bénéfices et de ses avoirs, Mercedes-Benz Financial Services France se doit d'aller au-delà de la comptabilité sociale en tenant une deuxième comptabilité dite « comptabilité financière ».

Elle vise à évaluer ses amortissements financiers et, à partir du résultat comptable, opérer des corrections pour atteindre le résultat financier.

Les éléments particuliers de cette comptabilité financière comme ses différences avec la comptabilité sociale sont rappelés ci-après.

1.1. Définition, Comptabilisation et Amortissement des immobilisations et actifs donnés en crédit-bail ou en location :

1.1.1. Méthode sociale relative aux opérations de crédit-bail et de location simple. — Propriétaire des matériels qu'elle donne en crédit-bail et en location simple, notre société les inscrit en immobilisations, à l'actif de son bilan, pour leur coût d'acquisition.

Des amortissements comptables et fiscaux de type dégressif ou linéaire sont pratiqués, conformément aux dispositions légales et réglementaires.

Pour mieux refléter la réalité économique de nos opérations de location des modifications de durée ont été appliquées uniquement sur les nouveaux matériels entrés à compter du 1er janvier 2002.

Ces durées restent compatibles avec les us et coutumes de la profession de crédit-bailleur (en conformité avec l'enquête ASF réalisée en 2001).

La durée d'amortissement est passée de 4 à 5 ans pour les véhicules particuliers, de 5 à 6 ans pour les véhicules industriels, et de 5 à 7 ans pour les autocars, depuis l'exercice 2002.

Durées et modes d'amortissements fiscaux en 2008 :

Catégorie de biens	Durée (ans)	Mode
Voitures particulières	5	Linéaire

Véhicules utilitaires légers	5	Linéaire
Véhicules industriels	6	Dégressif
Véhicules spéciaux	5	Linéaire
Autocars	7	Dégressif

Pour les immobilisations de crédit-bail et de location simple pouvant être amorties sur le mode dégressif, il est possible d'établir un plan d'amortissement sur un rythme linéaire correspondant à la dépréciation du bien et au minimum fiscal, et de pratiquer fiscalement un complément d'amortissement déductible dans la limite du maximum dégressif.

La société doit s'assurer que la somme des amortissements effectivement pratiqués depuis l'acquisition des éléments ne soit pas inférieure, à la clôture de chaque exercice, au montant des amortissements calculés suivant le système linéaire et répartis sur la durée normale d'utilisation. Cette disposition, qui s'applique élément par élément, n'oblige pas l'entreprise à pratiquer à la clôture de chaque exercice un amortissement égal à l'annuité linéaire, mais seulement à faire en sorte que la masse globale des amortissements (techniques ou dérogatoires) comptabilisés à une date déterminée soit au moins égale à la somme théorique des annuités linéaires.

Lorsque des biens sont amortis selon le système dégressif, la société a la faculté, sans contrevenir à l'article 39 B du CGI, de différer tout ou partie de la fraction de l'annuité dégressive excédant l'annuité linéaire.

L'amortissement dérogatoire est défini dans le Plan comptable général comme la fraction d'amortissements ne correspondant pas à l'objet normal d'un amortissement pour dépréciation et est comptabilisé en application de textes fiscaux particuliers.

L'amortissement dérogatoire est censé correspondre à un supplément d'amortissement, fiscalement déductible, par rapport à l'amortissement économiquement justifié par la dépréciation réelle de l'immobilisation. Or, en matière de crédit-bail, ce dernier correspond, a priori, à l'amortissement financier du bien loué. Ce ne serait donc que lorsque le plan d'amortissement comptable est identique au plan d'amortissement financier qu'il serait possible, le cas échéant, de pratiquer des amortissements dérogatoires.

En outre, la réserve latente des opérations de crédit-bail est reprise, pour son montant net d'impositions différées, dans le calcul des fonds propres prudentiels, conformément à l'article 4.b) du règlement n° 90-02 du Comité de la Réglementation bancaire. Or, les amortissements dérogatoires étant également repris dans le calcul des fonds propres, cela reviendrait à inclure ces montants à deux reprises.

Pour ces différentes raisons, les amortissements dérogatoires sur opérations de crédit-bail et assimilées sont comptabilisés parmi les charges sur opérations de crédit-bail et sont portés au bilan en diminution des actifs correspondants.

En 2008, après avoir calculé la fourchette d'amortissements pour la population des actifs concernés par cette option, notre société a fixé le montant de la dotation supplémentaire dans la fourchette, puis déterminé le coefficient de saupoudrage afin d'appliquer le saupoudrage pour chacun de ces actifs.

1.1.2. Méthode financière relative aux opérations de crédit-bail et de location simple :

— Marge financière brute : Notre société utilise, pour le calcul de sa marge financière brute, la méthode IPA (Intérêts perçus d'avance) dite ITE décalé (intérêts à terme échu décalé) consistant à intégrer des intérêts dans la première échéance. La valeur résiduelle du contrat est intégralement affectée au remboursement du capital restant dû.

— Amortissement financier : Il correspond à l'amortissement calculé sur les loyers perçus au titre de la location de chaque matériel. Il est le complément naturel de la marge financière brute pour chaque loyer.

— Encours financier : L'encours financier équivaut à la valeur des loyers HT restant dus, actualisée au jour d'arrêté de compte et au taux du contrat, augmentée de la valeur résiduelle en fin de contrat.

— Dépréciations sur encours financier : Les encours douteux donnent lieu à la constitution de dépréciations à hauteur des pertes probables. Elles correspondent au risque de non-reconstitution du capital restant dû.

— Résultat financier : Le résultat financier est égal au résultat social auquel il est substitué aux amortissements, dépréciations, et aux plus et moins values fiscales, leurs équivalents financiers.

— Réserve latente : Elle résulte de l'écart d'encours entre la comptabilité sociale et la comptabilité financière.

La dotation de l'exercice correspond à la différence entre le résultat financier et le résultat social.

(En milliers d'euros)	2005	2006	2007	2008
Evolution de la réserve latente	24 215	2 748	20 194	24 413

Cette réserve n'est pas constatée dans les comptes sociaux.

1.2. Immobilisations à usage de l'entreprise. — Les immobilisations corporelles et incorporelles sont comptabilisées à l'actif du bilan, soit à leur coût d'acquisition, soit à leur coût de revient interne, si ces immobilisations sont produites par la société.

Conformément au règlement 2002-10 du CRC, ces immobilisations sont amorties sur leur durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations selon la méthode linéaire (de 3 à 5 ans pour les immobilisations incorporelles, de 2 à 10 ans pour les immobilisations corporelles), jusqu'à leur valeur résiduelle le cas échéant.

Dans le cas présent, l'application de ce règlement n'a pas d'impact dans les comptes de notre société, car la valeur résiduelle de ces immobilisations est nulle.

1.3. Immobilisations Financières. — Les titres de participation ont toujours été comptabilisés au prix de revient. A la clôture de l'exercice, afin de déterminer les dépréciations éventuelles, il était procédé à une évaluation des titres de participation sur la base de l'actif net financier. Lorsque l'actif net financier était inférieur au prix de revient, une dépréciation égale à la différence était comptabilisée.

L'année 2008 a été marquée par la cession de notre filiale DaimlerChrysler Fleet Management. Les titres DaimlerChrysler Fleet Management avaient été évalués au 31 décembre 2007 dans le contexte de cette éventuelle cession en 2008.

L'intégralité des actions représentant le capital social de la Société DaimlerChrysler Fleet Management France, a été cédée à la Société LeasePlan France SAS, le 29 avril 2008, au prix de 13 800 000,00 €, de sorte qu'à ce jour, DaimlerChrysler Fleet Management France n'est plus une filiale de la Société.

1.4. Provisions. — Les provisions sont établies et présentées conformément aux dispositions du règlement 2000-06 du Comité de la Réglementation comptable.

1.5. Définition, comptabilisation et évaluation des autres actifs :

— Commissions versées aux concessionnaires pour les opérations de crédit : Les commissions générées en 2008 sont constatées directement en charges, dans le poste « Commissions » du compte de résultat.

— Commissions versées aux concessionnaires pour les opérations de location et de crédit-bail : Ces charges font partie du coût d'acquisition de nos contrats de financement de crédit bail et de location.

Mercedes-Benz Financial Services France applique le règlement comptable, en intégrant ces commissions dans la valeur brute des immobilisations.

1.6. Créances et traitement comptable du risque de crédit. — Le Règlement n° 2002-03 du Comité de la Réglementation comptable, relatif au traitement comptable du risque de crédit, est applicable à compter du 1er janvier 2003, à l'exception de l'article 13 dudit règlement applicable au 1er janvier 2005. Ce règlement précise le classement des créances douteuses au bilan et le traitement des créances restructurées à des conditions hors marché.

Dès lors qu'un engagement est porteur d'un risque de crédit avéré rendant probable la non-perception par la société de tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie conformément aux dispositions contractuelles initiales, nonobstant l'existence de garantie, l'encours afférent est classé en encours douteux s'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins, ou si, indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque avéré, ou s'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie, notamment les procédures de surendettement, de redressement judiciaire, règlement judiciaire, liquidation judiciaire, faillite personnelle, liquidation de bien, ainsi que les assignations devant un tribunal.

Le classement d'un encours en créances douteuses entraîne, par contagion, un classement identique de l'ensemble des encours et engagements sur le débiteur.

Les encours douteux donnent lieu à la constitution de dépréciations à hauteur des pertes probables. Les intérêts sur créances douteuses sont intégralement dépréciés. Les dotations et reprises sur dépréciations, les pertes sur créances irrécupérables et les récupérations sur créances amorties sont présentées dans la rubrique « Coût du risque », à l'exception des dotations nettes aux dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées dans le Produit net bancaire.

Le classement en encours douteux peut être abandonné lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondants aux échéances contractuelles d'origine. Dans ce cas, l'encours est porté à nouveau en encours sain.

Les créances restructurées du fait de la situation financière d'un débiteur sont également à nouveau inscrites en encours sain si la restructuration s'est faite aux conditions de marché à la date de la restructuration.

Si la restructuration a été conclue à des conditions hors marché, la décote entre les nouvelles conditions et le plus bas du taux de marché ou des conditions d'origine est enregistrée en coût du risque lors de la restructuration, puis reprise en marge d'intérêts sur la durée restante à courir.

Lorsque, après un retour en encours sain, le débiteur ne respecte pas les échéances fixées, les encours sont immédiatement déclassés en encours douteux compromis.

Lorsque les conditions de solvabilité d'une contrepartie sont telles que, après une durée raisonnable de classement dans les encours douteux, aucun reclassement en encours sain n'est prévisible, les encours concernés sont spécifiquement identifiés au sein des encours douteux compromis.

L'identification intervient à la déchéance du terme ou, en matière de crédit-bail, à la résiliation du contrat, et au plus tard un an après la classification en encours douteux.

L'article 13 du Règlement n° 2005-03 du Comité de la Réglementation comptable du 3 novembre 2005, modifiant le Règlement CRC n° 2002-03 relatif au traitement comptable du risque de crédit, précise que les établissements assujettis doivent « enregistrer les dépréciations correspondant, en valeur actualisée, à l'ensemble de ses pertes prévisionnelles au titre des encours douteux ou douteux compromis. (...) En pratique, les flux prévisionnels ne sont actualisés que si l'incidence de l'actualisation est significative au regard de leurs montants prudemment estimés ».

Notre société a réalisé l'étude et les calculs d'actualisation de ses dépréciations. L'impact sur le stock des dépréciations étant non significatif, il n'a pas été comptabilisé dans les comptes 2008.

II. — Faits caractéristiques de l'exercice et continuité d'exploitation.

Le groupe Daimler est aujourd'hui l'un des premiers fournisseurs de voitures haut de gamme sur le marché mondial, et aussi le plus important constructeur de véhicules industriels au monde.

L'année automobile 2008 a été marquée, en France, par une dégradation progressive du volume des immatriculations. Deux facteurs expliquent ce développement : la mise en place de l'éco pastille qui a pénalisé les marques haut de gamme et la crise financière qui a induit un recul de l'activité économique et une raréfaction des liquidités sur la deuxième partie de l'année.

Malgré ce contexte économique défavorable et la baisse des ventes du constructeur, notre société a connu en 2008 une nouvelle année record.

La récente crise financière a néanmoins démontré notre capacité à absorber un choc de marché. Cette crise a tout d'abord touché les établissements bancaires de premier rang, et non les établissements industriels auxquels le marché nous assimile.

D'autre part, le Groupe nous a parallèlement informé de sa capacité à nous refinancer si les banques venaient à suspendre les prêts.

Notre gestion du risque de liquidité et la politique mise en place nous a permis d'atténuer considérablement notre exposition à la crise de liquidité.

Le contrôle de la gestion du risque de liquidité et de taux est effectué par le département « Trésorerie Gestion Actif Passif » du Groupe à Stuttgart ainsi que par la direction locale et les structures opérationnelles (Trésorerie, Comptabilité et Contrôle de Gestion).

Des analyses et calculs sont effectués régulièrement sur des hypothèses d'accroissement d'activité, d'absence ou de réduction de nouvelles émissions d'emprunts. La conclusion montre que les ressources actuelles permettent d'assurer le financement des besoins nécessaires sur les deux années à venir. Notre société affirme ainsi que les comptes sociaux arrêtés au 31 décembre 2008 ont bien été établis dans une perspective de continuité d'exploitation.

III. — Détail de certains postes du bilan et du compte de résultat.

3.1. Bilan actif (en milliers d'euros 2 103 835) :

3.1.1. Créances sur les Établissements de Crédit. — L'ensemble des créances sur les établissements de crédit présente une échéance inférieure à trois mois.

3.1.2. Créances sur la clientèle :

— Encours crédit - segmentation par durée résiduelle :

	Durée résiduelle				31/12/2008
	< 3 mois	> 3 mois et < 1 an	> 1 an et < 5 ans	> 5 ans	
Encours sains	27 666	420 145	182 882	127	630 820
Dont Encours restructurés hors marché	0	0	0	0	0
Encours douteux	22	41 425	5 375	0	46 822
Dépréciations sur encours douteux	2	4 174	626	0	4 803
Taux de dépréciations	9,9%	10,1%	11,6%		10,3%

— Créances impayées segmentation :

	Total 31/12/ 2008
Créances rattachées	2 070
Créances douteuses	244
Dépréciations sur créances douteuses	167
Taux de dépréciations	
Créances Douteuses compromises	5 991
Dépréciations sur créances douteuses compromises	5 055
Taux de dépréciations	84,4%

Dans le cas de restructurations conclues à des conditions plus avantageuses, l'incidence potentielle du calcul de décote entre les nouvelles conditions et les conditions d'origine n'est pas significative.

3.1.3. Segmentation des encours crédits et des créances impayées sur la clientèle :

31/12/2008 (En milliers d'euros)	Retail		Corporate		Total
	Individuels	Small Business	Fleet	Dealer	
Crédit sain	171 289	55 988	46 772	356 771	630 820
Dont Encours restructurés hors marché	0%	0%	0%	0%	0
	27%	9%	7%	57%	100%
Doutoux :					
Crédit douteux	2 061	1 560	584	41 057	45 262
Dépréciations sur encours douteux	184	145	68	4 129	4 526
Taux de dépréciations	8,9%	9,3%	11,6%	10,1%	10,0%
Créances douteuses	121	87	36	0	244
Dépréciations sur créances douteuses	83	56	28	0	167
Taux de dépréciations	68,6%	64,4%	78,2%	0,0%	72,2%
Total Crédit et Créances	2 182	1 647	620	41 056	45 506
Doutoux					
Dépréciations sur contrats douteux	267	35	96	4 129	4 527
Taux de dépréciations	12,2%	2,1%	15,4%	10,1%	9,9%
Doutoux compromis :					
Crédit douteux compromis	1 299	180	82	0	1 561
Dépréciations sur encours douteux compromis	225	37	15	0	277
Taux de dépréciations	17,3%	20,6%	18,7%		17,7%
Créances douteuses compromises	3 981	692	1 318	0	5 991
Dépréciations sur créances douteuses compromises	3 327	572	1 156	0	5 055
Taux de dépréciations	83,6%	82,6%	87,7%		84,4%
Total Crédit et Créances	5 280	872	1 400	0	7 552
Doutoux compromis					
Dépréciations sur contrats douteux compromis	3 552	609	1 171	0	5 332
Taux de dépréciations	67,3%	69,8%	83,6%		70,6%

3.1.4. Dépréciations sur Créances sur la clientèle et Encours Douteux :

(En milliers d'euros)	01/01/2008	Dotations	Reprises	31/12/2008
Dépréciations sur Encours Crédit Douteux et Douteux Compromis	7 062		-2 258	4 804

Dépréciations sur Créances Impayées Douteuses et Douteuses Compromises	4 824	397		5 222
Total	11 886	397	-2 258	10 024

3.1.5. Immobilisations propres :

(En milliers d'euros)	Corporelles	Incorporelles
A. Immobilisations :		
Montants bruts au 1er janvier 2008	2 719	8 993
Acquisitions (*)	279	2 612
Cessions	-343	-536
Montants bruts au 31 décembre 2008	2 655	11 069
B. Amortissements :		
Montants au 1er janvier 2008	1 667	5 268
Dotations de l'exercice aux amortissements	339	493
Reprises relatives aux cessions	-136	
Montants au 31 décembre 2008	1 870	5 761
C. Soldes nets des immobilisations	785	5 308

3.1.6. Parts dans les entreprises liées. — En 1999, Mercedes-Benz Financial Services France SA a pris des participations récapitulées dans le tableau suivant :

Filiales et participations	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenue	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires 2008	Bénéfice ou perte 2008	Dividendes encaissés par la société en 2008
				Brute	Nette					
Entreprises à caractère non financier (Sociétés de services) :										
Mercedes Benz CharterWay SAS	760	804	50%	2 287	2 287	0	0	68 782	272 662	0

L'année 2008 a été marquée par un événement significatif pour la filiale DaimlerChrysler Fleet Management.

Les titres DaimlerChrysler Fleet Management avaient été évalués au 31 décembre 2007 dans le contexte d'une éventuelle cession en 2008.

En avril 2008, Mercedes-Benz Financial Services France a vendu l'intégralité des actions représentant le capital de DaimlerChrysler Fleet Management France SAS, qui a exercé sous la marque DCS Fleet, à LeasePlan France SAS au prix de 13 800 000,00 €. Cette vente est assortie d'une garantie au profit de LeasePlan France SAS aux termes de laquelle LeasePlan France SAS peut faire des réclamations avant le 29 avril 2010 ou, concernant les questions fiscales, avant l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la fin des délais légaux de prescription applicables.

— Périmètre de consolidation : En raison de la cession de la filiale DaimlerChrysler Fleet Management et de la faible valeur contributive de l'autre filiale de Mercedes-Benz Charterway SAS, la société Mercedes-Benz Financial Services France a décidé de ne plus établir de comptes consolidés dès l'échéance de juin 2008.

Cette décision a été validée par nos commissaires aux comptes et la Commission Bancaire en a été informée.

3.1.7. Crédit Bail et opérations assimilées. — Ces immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan pour leur coût d'acquisition. Sous cette rubrique, sont repris les véhicules ayant fait l'objet de contrats de crédit-bail ou assimilés au profit de la clientèle, ainsi que les créances douteuses et créances rattachées à ce type d'opération.

Les mouvements ayant affecté ce poste au cours de la période s'établissent comme suit.

(En milliers d'euros)	Crédit-Bail & Location avec Option d'Achat	Location
A. Immobilisations :		
Montants bruts au 1er janvier 2008	1 270 790	561 365
Acquisitions	547 050	246 099
Incorporation des Commissions versées au réseau en 2008	16 293	1 108
Cessions	-397 105	-218 142
Montants bruts au 31 décembre 2008	1 437 028	590 429

B. Amortissements :		
Montants au 1er janvier 2008	428 330	229 198
Dotations de l'exercice aux amortissements	254 881	109 317
Incorporation des dotations de l'exercice aux amortissements des commissions versées au réseau en 2008	13 355	1 601
Reprises relatives aux cessions	-217 798	-108 072
Montants au 31 décembre 2008	478 769	232 044
C. Soldes nets des immobilisations	958 258	358 386
D. Dépréciations	-9 461	-3 790
E. Immobilisations en cours	0	27 899
F. Créances douteuses :		
Montant brut au 31 décembre 2008	15 970	2 443
Dépréciations sur Créances Douteuses	-12 474	-1 984
Montant net	3 495	458
G. Créances rattachées (y compris les impayés de moins de trois mois) (*)	10 747	29 642
Totaux figurant au bilan	963 039	412 595

— Amortissements Fiscaux : En 2008, la fourchette de dotations aux amortissements calculée pour la population des actifs concernés s'élève à 44 839 K€.

Amortissements 31/12/2008	Dotations minimum	Dotations maximum
Population mode dégressif	322 506	367 345
		44 839

Sur l'exercice 2008, la société a procédé à une dotation complémentaire de 35 000 K€, correspondant à un coefficient de saupoudrage égal à 78,06% du maximum autorisé.

3.1.8. Dépréciations sur Créances Douteuses et Douteuses Compromises :

— Opérations de Crédit Bail - Opérations assimilées et Location :

(En milliers d'euros)	01/01/2008	Dotations	Reprises	Reclassement de dépréciations sur encours douteux à dépréciations sur créances douteuses	31/12/2008
Dépréciations sur Créances Douteuses et Douteuses Compromises	12 748	1 928	-487	271	14 460
Total	12 748	1 928	-487	271	14 460

3.1.9. Segmentation des Créances et Provisions sur Créances :

Au 31/12/2008 (En milliers d'euros)	Crédit Bail & Location avec Option d'achat	Location
Créances impayées		
Créances douteuses	602	139
Dépréciations sur créances douteuses	484	130
Taux de dépréciations sur créances douteuses	80,4%	93,3%
Créances douteuses compromises	15 369	2 304
Dépréciations sur créances douteuses compromises	11 991	1 855
Taux de dépréciations sur créances douteuses compromises	78,0%	80,5%

3.1.10. Autres actifs :

(En milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Créances sur l'État	19 316	17 085
Avances, acomptes au Personnel et aux Fournisseurs		
Autres	172	129
Total	19 488	17 214

Le poste « Créances sur l'État » comprend principalement un crédit de TVA relatif au quatrième trimestre 2008, pour un montant de 16 719 K€.

3.1.11. Comptes de régularisation :

(En milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Charges constatées d'avance	354	537
Divers	345	305
Total	699	842

3.2. Bilan passif (en milliers d'euros 2 103 835) :

3.2.1. Dettes envers les établissements de crédit :

	Entreprises Liées	Autres	Total	Entreprises Liées	Autres	Total
Comptes à vue		788	788		128	128
Emprunts		1 225 000	1 225 000		1 145 000	1 145 000
Intérêts courus		8 004	8 004		7 487	7 487
Total		1 233 792	1 233 792		1 152 615	1 152 615

Les emprunts au 31 décembre 2008, de 1 225 000 K€, ont été conclus majoritairement auprès d'établissements de crédit locaux.

Les échéances des emprunts sont les suivantes :

(En milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Moins de trois mois	285 000	135 000
De trois mois à un an	485 000	285 000
De un an à cinq ans	455 000	725 000
Total	1 225 000	1 145 000

Les intérêts courus afférents aux capitaux empruntés ne figurent pas dans ce tableau, leur exigibilité est inférieure à un an.

3.2.2. Comptes créditeurs avec la clientèle :

— Comptes créditeurs à terme avec les entreprises liées :

(En milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Valeur nominale	410 000	330 000
Intérêts courus	2 876	2 513
Total	412 876	332 513

Les échéances des emprunts sont les suivantes :

(En milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Moins de trois mois	250 000	150 000
De trois mois à un an	50 000	110 000
De un an à cinq ans	110 000	70 000
Total	410 000	330 000

Les intérêts courus afférents aux capitaux empruntés ne figurent pas dans ce tableau, leur exigibilité est inférieure à un an.

— Autres comptes créditeurs avec la clientèle : Les autres comptes créditeurs, pour un montant total de 117 532 K€, se décomposent comme suit :

– 113 186 K€, correspondant à des comptes ordinaires créditeurs, avec une entreprise liée, Daimler AG, reflétant les opérations de cash-pooling Groupe ;
 – 4 346 K€ correspondant aux clients créditeurs.

3.2.3. Autres passifs :

(En milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Dépôts de garantie reçus de la clientèle	6 705	6 657
Dettes fiscales et sociales	10 267	9 646
Dette fiscale Groupe MBF	338	1 746
Comptes Intragroupe MB (MBF, Réseau et DaimlerCoordination Center)	50 245	83 231
Autres Fournisseurs hors groupe	11 895	8 623
Primes de Fidélité à verser	16 416	12 819
Total	95 866	122 722

Les dépôts de garantie sont versés par les locataires de véhicules, dans le cadre des opérations de crédit-bail et de location, pour une durée maximale de soixante mois.

La société étant placée sous le régime de l'intégration fiscale de Mercedes-Benz France, la dette fiscale de 338 K€ correspond à la charge d'impôt courant 2008.

Les dettes à l'égard des entreprises liées sont constituées des dettes intragroupes, vis-à-vis du constructeur Mercedes-Benz France et des autres entités rattachées.

Elles représentent la situation nette des positions « vendeurs ».

Les autres postes présentent une exigibilité inférieure à trois mois.

3.2.4. Comptes de régularisation :

(En milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Produits constatés d'avance (Cut-off)	23 897	18 435
Comptes de régularisation et créditeurs divers	0	0
Total	23 897	18 435

3.2.5. Provisions :

(En milliers d'euros)	31/12/2007	Dotations	Reprises non utilisées	Reprises utilisées	31/12/2008
Provisions pour charges liées au Personnel	989	7	-408	-234	354
Provisions pour risques liés au Contrôle fiscal	0	281			281
Provisions pour risques	7 627	10 564	-6 636	-874	10 681
Total	8 616	5 779	-1 972	-1 108	11 315

— Provisions pour Retraite et pour Médaille du Travail : La provision pour Indemnités de départ à la retraite est basée sur la méthode rétrospective des unités de crédit projetées. Elle retient comme base de salaire le salaire de fin de carrière et les droits sont calculés à partir de l'ancienneté finale proratisée. Le montant auquel conduit l'utilisation de cette méthode correspond à la notion de PBO (Projected Benefit Obligation). La PBO représente la valeur actuelle probable des droits acquis, de façon irrémédiable ou non, évalués en tenant compte des augmentations de salaire jusqu'à l'âge de départ à la retraite, des probabilités de turn over et de survie.

Une provision pour Médaille du travail a également été calculée à partir des mêmes critères.

— Provisions destinées à couvrir le risque relatif au Contrôle Fiscal conduit en 2008 : Une dotation aux provisions a été comptabilisée à hauteur de 218 K€ pour couvrir le risque fiscal en matière d'Impôt sur les Sociétés, lié aux amortissements fiscaux pour chaque exercice vérifié 2005, 2006, et 2007. Une provision égale à 63 K€ a également été constatée pour la revue fiscale du dégrèvement de la taxe professionnelle en fonction de la valeur ajoutée 2007.

— Provisions pour autres risques : Les autres provisions sont principalement constituées par les provisions sur les valeurs résiduelles, dont la règle de provisionnement est identique à celle de l'année 2007.

La provision est constatée pour les valeurs finales locatives couvertes par des concessionnaires douteux ou litigieux.

3.2.6. Dettes subordonnées. — Les emprunts subordonnés ont été consentis en totalité par Mercedes-Benz France, afin de satisfaire aux contraintes réglementaires en matière de fonds propres.

Ces emprunts sont libellés en euros et sont indexés sur le TAG (Taux Annuel Glissant).

Leur remboursement par anticipation n'est possible qu'avec l'accord préalable de la Commission Bancaire.

Il est stipulé, qu'en cas de liquidation de l'emprunteur, les prêts subordonnés seront remboursés après désintéressement de tous les créanciers privilégiés ou chirographaires.

Les dispositions susmentionnées sont conformes au règlement n°91-01 du Comité de la Réglementation bancaire et Financière.

Le montant des emprunts subordonnés s'élève à :

(En milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Valeur nominale	69 090	69 090
	69 090	69 090

Les échéances de la dette subordonnée s'établissent comme suit :

(En milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Moins de trois mois		
De trois mois à un an		
De un an à cinq ans	69 090	51 956
Plus de cinq ans		17 134
Total	69 090	69 090

Les intérêts courus afférents aux emprunts subordonnés ne figurent pas dans ce tableau, leur exigibilité est inférieure à trois mois.

3.2.7. Capital souscrit versé. — L'Assemblée Générale Mixte du 30 mai 2008 a décidé d'apurer le Report à Nouveau arrêté avant affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2007 et s'élevant à 43 512 358,68 € en réduisant le capital social à hauteur de 34 694 896 €, le ramenant ainsi de 163 000 000 € à 128 305 104 €.

L'Assemblée Générale a décidé de réaliser cette réduction de capital en diminuant la valeur nominale de chaque action, en profitant ainsi pour l'arrondir. Ladite valeur nominale de chaque action est portée de 15,24491184 € à 12 €.

Au 31 décembre 2008, le capital social s'élève à 128 305 104 €, divisé en 10 692 092 actions intégralement souscrites et entièrement libérées.

	31/12/2007	Augmentatio n	Diminution de capital	Affectation résultat 2007	Résultat 2008	31/12/2008
Capital social	163 000		-34 695			128 305
Prime de fusion	33					33
Réserve légale	0			109		109
Report à nouveau	-43 512		34 695	10 883		2 066
Résultat de l'exercice	10 992			-10 992	6 297	6 297
Totaux	130 513	0	0	0	6 297	136 810

Le résultat de l'exercice clôturé le 31 décembre 2008 se solde donc par un bénéfice comptable net égal à 6 297 040 € que le Conseil d'Administration propose d'affecter au report à nouveau.

3.2.8. Identité de la société consolidante. — Les états financiers de la société sont consolidés dans un premier temps dans le palier de Daimler Financial Services AG, société de droit allemand, puis dans le palier de Daimler AG.

— Fusion-Absorption : En date du 31 octobre 2008, Mercedes-Benz France a absorbé sa société-mère Daimler Holding France.

La société Mercedes-Benz Financial Services a donc été automatiquement rattachée à 100% à Mercedes-Benz France.

Les actions sont détenues par Mercedes-Benz France SAS.

La valeur nominale de l'action est égale à 12 €.

3.3. Compte de résultat :

3.3.1. Intérêts et produits assimilés avec la clientèle et les établissements de crédit :

(En milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Intérêts liés à l'activité Financement Stock Concessionnaires	18 595	17 013
Intérêts et produits de Crédits de Trésorerie	19 015	17 782
Autres produits assimilés avec la clientèle	3 710	3 762
Intérêts s/comptes ordinaires débiteurs	560	551
Produits sur instruments de taux d'intérêt	3 001	5 328
Part Intérêts du coût du risque sur opérations avec la clientèle		16
Total	44 880	44 452

3.3.2. Intérêts et charges assimilés avec la clientèle et les établissements de crédit :

(En milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Intérêts et charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	66 034	54 396

Intérêts s/comptes ordinaires créditeurs	3 407	1 161
Charges sur instruments de taux d'intérêt	1 540	3 992
Charges sur dettes subordonnées	2 531	2 531
Part Intérêts du coût du risque sur opérations avec la clientèle	6	0
Total	73 518	62 080

3.3.3. Commissions :

(En milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Produits de Commissions	72	84
Charges de Commissions	6 427	6 385

Les charges de commissions comprennent surtout les commissions versées aux concessionnaires pour les opérations de crédit, à hauteur de 6 039 K€. En effet, depuis le 1er janvier 2005, notre société a appliqué le nouveau Règlement CRC 2004-06 relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs.

L'impact comptable est l'arrêt de l'étalement de ces charges relatives aux contrats de financement de crédit.

3.3.4. Autres Produits et Charges d'exploitation bancaire :

(En milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Autres Produits d'Exploitation bancaire	15 529	14 075
Autres Charges d'Exploitation bancaire		65

Conformément au Règlement CRC 2004-06 relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs, pour les charges faisant partie du coût d'acquisition de nos contrats de financement de crédit bail et de location, Mercedes Benz Financial Services France a arrêté de comptabiliser le transfert de charges et leur étalement.

Depuis le 1er janvier 2005, ces commissions sont incluses dans la valeur brute et les dotations aux amortissements en 2008 sont comptabilisées dans la rubrique « Charges sur opérations de crédit bail » et « Charges sur opérations de location simple ».

L'évolution des autres produits d'exploitation bancaire est principalement due à une augmentation des produits d'assurance de nos contrats.

3.3.5. Frais de personnel :

(En milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Salaires et traitements	11 197	9 658
Charges de retraite	876	808
Autres charges sociales	3 697	3 387
Impôts sur rémunérations	643	502
Total	16 413	14 355

Le volume d'heures de formation cumulé correspondant aux droits acquis ouverts au titre du « Droit Individuel à la Formation » s'élève à 14 196, dont 20 utilisées.

3.3.6. Provisions :

(En milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Dotations	5 779	1 370
Reclassement Provision pour Situation nette négative de DCFM (*)		19 264
Reprises	-3 079	-20 948
Net	2 699	-314

L'analyse de l'évolution des provisions pour risques et charges est détaillée au paragraphe 2.2.5.

3.3.7. Coût du risque :

(En milliers d'euros) (Charge « - »; Profit « + »)	31/12/2008	31/12/2007
Dotations et Reprises Nettes de Dépréciations		
Sur créances douteuses	-1 521	626
Sur encours douteux	-80	2 074

Retraitement Part Intérêts du Coût du Risque dans le PNB	12	-34
Pertes et Profits sur Créances	-7 334	-7 292
Dotations et Reprises de Provisions	-3 436	315
Affectation Reprise de Provision utilisée	0	0
Total	-12 359	-4 311

Le coût du risque comprend les dépréciations sur encours douteux ainsi qu'une fraction des éléments suivants : dotations et reprises sur créances douteuses, pertes sur créances irrécouvrables et récupérations de créances amorties.

Cette quote-part a été déterminée par comparaison des ventilations entre Capital et Intérêts des soldes de provisions sur créances douteuses entre 2007 et 2008.

La part relative au capital a été portée en coût du risque; la partie relative aux intérêts a été classée, en fonction du produit financier, sur les différentes composantes du Produit Net Bancaire.

3.3.8. Situation fiscale. — Faisant suite à la fusion-absorption, la société Mercedes-Benz Financial Services a donné son accord pour devenir à compter du 1er janvier 2008, membre du groupe fiscalement intégré par la société Mercedes-Benz France.

La société était placée sous le régime de l'intégration fiscale de Daimler Holding France depuis janvier 1997.

Le résultat fiscal 2008 est un bénéfice fiscal de 983 K€, contre un bénéfice fiscal de 5 146 K€ au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007.

Ceci a conduit la société à constater une charge d'impôt de 338 K€.

3.3.9. Personnel. — L'effectif moyen par catégorie de personnel se ventile comme suit :

	2008	2007
Cadres	135	133
Agents de Maîtrise	62	56
Employés	0	0
Apprentis et Contrats de Qualification	2	4
Total	199	193

3.3.10. Rémunération allouée aux membres du Conseil d'Administration et dirigeants. — La Société n'entre pas dans le cadre des premiers alinéas de l'article L. 225-102-1 du Code de Commerce, de sorte que les Mandataires sociaux ne sont pas contraints de déclarer leurs rémunérations et avantages.

3.3.11. Gains ou pertes sur actifs immobilisés. — En raison de la cession de la filiale DaimlerChrysler Fleet Management, la société Mercedes-Benz Financial Services France a procédé à la reprise de provision pour dépréciation des titres de 36 168 K€.

3.3.12. Ventilation des produits bancaires. — La ventilation des produits bancaires par activité est la suivante :

(En milliers d'euros)	31/12/2008	En % du CA
Intérêts de crédit	40 870	8,11%
Produits sur opérations de crédit-bail	336 913	66,86%
Produits sur opérations de location simple	110 168	21,86%
Autres produits d'exploitation bancaire	15 383	3,05%
Autres produits divers	596	0,12%
Total	503 930	100%

La nature de la clientèle se décompose de la manière suivante :

(En milliers d'euros)	31/12/2008	Entreprises	Particuliers	Artisans/ Commerçants
Intérêts de crédit	40 870	14 920	21 561	4 388
Produits sur opérations de crédit-bail	336 913	185 174	114 307	37 433
Produits sur opérations de location simple	110 168	83 718	24 765	1 685
Total	487 951	283 812	160 633	43 506

Les produits bancaires sont essentiellement réalisés en France.

3.4. Engagements hors bilan :

3.4.1. Engagements de financement. — Au 31 décembre 2008, les Engagements de financement donnés représentent la différence entre les lignes d'autorisations et les encours au bilan pour l'activité Financement Stock Concessionnaires, et s'élèvent à 184 318 K€.

3.4.2. Engagements de garantie. — Au 31 décembre 2008, les Engagements de garantie reçus de Mercedes Benz SAS et des concessionnaires s'élèvent à 385 250 K€, se décomposant comme suit :

— 119 550 K€ au titre de l'engagement sur les valeurs résiduelles des contrats ; et

— 265 699 K€ au titre de la quote-part de l'engagement sur l'encours du Financement Stock Concessionnaires.

3.4.3. Engagements sur instruments financiers à terme. — Ces engagements correspondent à des opérations de couverture du risque de taux.

(En milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Engagements sur instruments financiers :		
Swaps	60 000	170 000
Caps, Floors et Collars	0	0
	60 000	170 000

Les durées restant à courir au 31 décembre 2008 sont :

(En milliers d'euros)	31/12/2008
Moins de trois mois	30 000
De trois mois à un an	30 000
Plus d'un an	
Total	60 000

3.4.4. Autres engagements. — Le 16 décembre 2008, la société Mercedes-Benz Financial Services a consenti à une société du groupe, Mercedes-Benz Finansmann Türk un prêt d'un montant de 41 500 K€, garanti par Daimler AG.

IV. — Informations sur les produits dérivés.

Mercedes-Benz Financial Services ne conclut des opérations de produits dérivés qu'à titre de macro-couverture, afin de réduire globalement le risque d'exposition au risque de taux d'intérêt.

4.1. Politique de couverture. — L'exposition au risque de variation de taux d'intérêt est pilotée par le Groupe, par zone monétaire : Euro, Sterling, US dollar ...

L'année 2008 se scinde en deux : une première partie de l'année avec une hausse continue des taux durant les 3 premiers trimestres avec une volonté de la Banque Centrale de maîtriser les risques inflationnistes avec un pic le 9 juillet par un ajustement des taux BCE à 4,25%.

Puis avec l'arrivée de la crise financière courant septembre et la crise de liquidité du secteur bancaire, les risques d'envolée de l'inflation devenant faibles, la BCE a établi un 1er réajustement des taux le 15 octobre à 3,75%, puis le 12 novembre à 3,25% et enfin à 2,50% le 10 décembre 2008. Les taux Euribor et swaps ont suivi la baisse des taux BCE avec un décalage d'une quinzaine de jours à chaque réajustement.

La détérioration des conditions économiques et l'atténuation des tensions inflationnistes appellent de nouvelles baisses de taux. La chute brutale des prix des matières premières a eu un impact majeur sur les anticipations d'inflation. Du côté des entreprises, les tensions sur les prix se sont atténuées ces derniers mois, avec la baisse des coûts de production et l'affaiblissement de la demande.

Dans ces conditions, la BCE devrait continuer à assouplir sa politique monétaire au cours des mois à venir, pour abaisser son taux refi à 1% voir proche de 0% d'ici la fin du 1er semestre 2009.

La méthodologie de calcul du taux d'exposition rapporte la moyenne des emplois non couverts sur 12 mois, de M+1 à M+13, au bilan d'arrêté.

A fin décembre 2008, cet indicateur est de 2,1% pour la première année, 2,0% pour la seconde, 1,1% pour la troisième, pour un objectif de 0%.

A fin décembre 2007, ils étaient respectivement de 3,3%, 3,1% et 2,5%.

L'objectif d'une exposition neutre en taux se poursuit début 2009.

4.2. Informations sur les instruments dérivés. — La prise de taux fixe s'est effectuée principalement par des emprunts à taux fixe, donc sans nécessité de conclure des swaps.

Leur valorisation a par ailleurs progressé, du fait de la hausse des taux.

(En millions d'euros)	Montant	Market value
Au 31 décembre 2005	250	0,428
Au 31 décembre 2006	175	1,844
Au 31 décembre 2007	170	1,433
Au 31 décembre 2008	60	0,033

V. — Autres informations.

5.1. Engagements reçus du groupe. — Néant.

5.2. Mise à disposition du rapport de gestion. — Le rapport de gestion du conseil d'administration arrêtant les comptes annuels au 31 décembre 2008 est mis à la disposition du public au siège de la société à l'adresse suivante :

— Mercedes-Benz Financial Services France SA, 9, rue de Chaponval, ZAC du Cornouiller, 78870 Bailly.

5.3. Evénements postérieurs à la clôture. — Néant.

5.4. Résultat dilué par action. — Il n'existe pas d'actions potentielles ordinaires c'est à dire d'instruments financiers, ou toute autre forme de contrat, pouvant donner droit à leur détenteur, à des actions ordinaires, postérieurement à la clôture de l'exercice.
Il n'a donc pas été calculé de résultat dilué par action.

Résultats.

Concernant les comptes sociaux de la société au cours des cinq derniers exercices (articles 133, 135 et 148 du décret sur les sociétés commerciales)

Nature des indications	2004	2005	2006	2007	2008
Situation financière de fin d'exercice :					
Capital social dont versé	143 000 000	143 000 000	148 000 000	163 000 000	128 305 104
Nombre d'actions émises	9 380 179	9 380 179	9 708 157	10 692 092	10 692 092
Nombre d'obligations convertibles en actions					
Résultat global des opérations effectuées :					
Chiffre d'affaires hors taxes	430 357 991	424 466 085	435 952 888	462 894 268	503 930 319
Résultat avant impôts, amortissements et provisions	349 611 860	344 117 722	376 328 148	376 113 724	358 888 174
Impôt sur les bénéfices			9 437 009	1 746 424	338 496
Résultat après impôts amortissements et provisions	11 005 838	3 569 642	8 262 076	10 991 964	6 297 040
Montant des bénéfices distribués					
Résultat des opérations réduit à une seule action :					
Résultat après impôts mais avant amortissements et provisions	37,27	36,69	37,79	35,01	33,53
Résultat après impôts amortissements et provisions	1,17	0,38	0,85	1,03	0,59
Dividende versé à chaque action					
Personnel :					
Nombre moyen de salariés au cours de l'exercice	194	200	198	192	199
Montant de la masse salariale	9 239 733	9 384 375	9 322 712	9 658 003	11 196 494
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, oeuvres sociales...)	3 968 359	4 017 257	3 980 799	4 195 262	4 572 720

C. — Comptes consolidés.

En raison de la cession de la filiale DaimlerChrysler Fleet Management en 2008 et de la faible valeur contributive de l'autre filiale de Mercedes-Benz Charterway SAS, la société Mercedes-Benz Financial Services France a décidé de ne plus établir de comptes consolidés dès l'échéance de juin 2008.

Cette décision a été validée par nos commissaires aux comptes et la Commission Bancaire en a été informée.

0905475